



Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse



Trimestriel

BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N° 18 – Octobre 2010

IRIS

EDITIONS



BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N°18 • Octobre 2010

La présente publication a été réalisée par Aynah Gangji et Benoît Laine.

Tous droits réservés

Toute reproduction totale, partielle, ou sous forme transformée est interdite, sauf autorisation écrite de la part de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse.

L'usage d'extraits de la présente publication en tant qu'exposé ou démonstration dans un article, livre ou fichier est permis, moyennant une mention claire et précise de la source.

Cette édition du baromètre ainsi que les précédentes sont disponibles sur le site internet du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, dans les publications de l'IBSA, à l'adresse suivante :
www.statbru.irisnet.be

Pour toute information concernant ce baromètre, veuillez prendre contact avec :
Madame Aynah Gangji
Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA)
Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale
Tél. 02/800 38 82 – Fax 02/800 38 17
Courriel ibsa@mrbc.irisnet.be

© 2010 Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés

E.R.: F. Résimont, Secrétaire général
Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,
Boulevard du Jardin Botanique, 20 – 1035 Bruxelles

Éditions IRIS – D/2010/6374/206



9 789078 580010

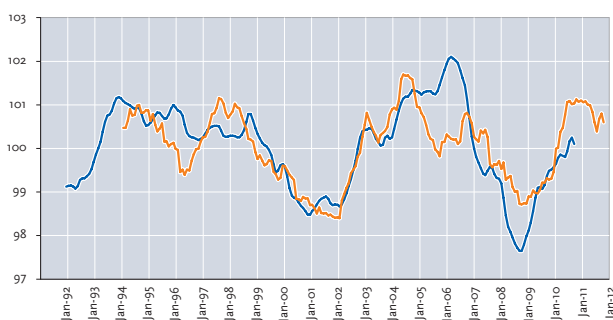
ISBN 9078580011



Table des matières

L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE	4
1. CONTEXTE MACRO-ÉCONOMIQUE	5
2. CONJONCTURE À BRUXELLES	11
2.1. Activité économique	11
2.2. Marché du travail	16
3 DOSSIER NOUVELLES PRESPECTIVES RÉGIONALES 2009-2015	20
3.1. Introduction	20
3.2. Evolution macroéconomiques et sectorielles	20
3.3. Compte de Revenu des ménages	25
3.4. Emissions de Gaz à Effet de Serre (GES)	28
GLOSSAIRE	29
RÉFÉRENCES	30
LISTE DES TABLEAUX	31
LISTE DES GRAPHIQUES	32

Cycle conjoncturel du chômage



Les graphiques, tableaux et commentaires se basent sur les informations disponibles en date du 10 septembre 2010, sauf mention contraire.

L'essentiel de la conjoncture

- Après avoir traversé une période de récession entre 2008 et 2009, l'activité économique mondiale a renoué depuis la fin de l'année 2009 avec des taux de croissance positifs. Elle a principalement été stimulée par le dynamisme des pays en voie de développement, surtout ceux du continent asiatique. La reprise de l'activité économique au sein des pays développés demeure par contre apathique, ceux-ci affichant depuis maintenant plusieurs trimestres des taux de croissance de leur Produit Intérieur Brut (PIB) proches de zéro.
- L'activité économique mondiale devrait ralentir d'ici à la fin de l'année 2010 au vu des défis qui s'annoncent dans les mois à venir. Parmi ceux-ci, on retrouvera la mise en place de mesures d'assainissement des finances publiques et la disparition progressive des aides publiques. Le ralentissement devrait se prolonger en 2011 avec au final une croissance du PIB mondial plus faible qu'en 2010. Selon les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait avoisiner 4,6 % en 2010 et 4,3 % en 2011.
- La reprise en Belgique est encore très fragile, à l'image de nombreux pays de la zone euro. Le PIB belge affichait un taux de croissance trimestrielle de 0,9 % au second trimestre 2010, en légère hausse par rapport au début de l'année où la progression a été nulle. Sur cette période, on a pu observer un regain des échanges commerciaux, probablement dopés par le rebond d'activité observé en Allemagne.
- L'analyse des indicateurs conjoncturels montre que l'évolution bruxelloise concorde avec ce qu'il se passe au niveau national : depuis la fin de la récession, l'activité économique reste atone et ne montre aucun rebond. L'activité des services éprouve beaucoup de difficultés à retrouver un second souffle et la Région s'en trouve particulièrement affectée du fait du caractère tertiaire plus marqué de sa structure productive. Le chiffre d'affaires dans le secteur de la construction est toujours orienté à la baisse et la démographie d'entreprise replonge, après avoir affiché un net rebond entre mi-2009 et mi-2010. On observe par contre une reprise sur les marchés financiers, important moteur de l'activité économique dans la Capitale. Enfin, dans le secteur industriel, le cycle conjoncturel du chiffre d'affaires est maintenant au-dessus de la tendance.
- Selon les nouvelles projections macro-économiques 2009-2015 du modèle HERMREG présenté au chapitre 3, au total en 2009 le recul du PIB bruxellois serait de l'ordre de 2,5 %, moins prononcé que pour la Belgique dans son ensemble (-3,0 %), en raison notamment du faible poids relatif de l'industrie à Bruxelles. La croissance du PIB en Région bruxelloise devrait se rétablir en 2010 et atteindre 1,3 %. Cette légère reprise s'appuierait sur les deux plus grandes branches en termes de valeur ajoutée brute, à savoir les «autres services marchands» et la branche «crédit et assurances». Cette situation perdurerait globalement en 2011, avec un taux de croissance du PIB de 1,4 %. À moyen terme (2012-2015), la croissance de l'activité économique en Région bruxelloise atteindrait 2,1 %.
- La crise économique et financière a eu pour conséquence d'augmenter considérablement le nombre de personnes sans emploi sur le marché du travail bruxellois. Le nombre de chômeurs a crû de 24 % depuis le creux atteint en mai 2008. Cependant le rythme de croissance du chômage semble s'être ralenti depuis maintenant quelques mois. En effet, deux bonnes nouvelles sont apparues depuis la sortie du précédent baromètre : le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI)¹ a baissé au second trimestre de l'année, ce qui ne s'était pas produit depuis près de deux ans. En termes mensuelle, il a également diminué en août, même après avoir été corrigé pour les effets calendaires. En matière de prévision, à court terme, le nombre de chômeurs devrait encore augmenter fortement suite à l'arrivée de jeunes diplômés sur le marché du travail. On s'attend ensuite à une accalmie d'ici à la fin de l'année selon les derniers résultats fournis par l'indicateur avancé du marché du travail. Ce dernier semble encore hésiter concernant les évolutions pour l'année 2011. Selon les résultats d'HERMREG, la hausse du nombre de chômeurs devrait se poursuivre mais à un rythme nettement plus modéré qu'en 2010. Il ne commencerait à diminuer qu'en 2012.

¹ Voir glossaire.

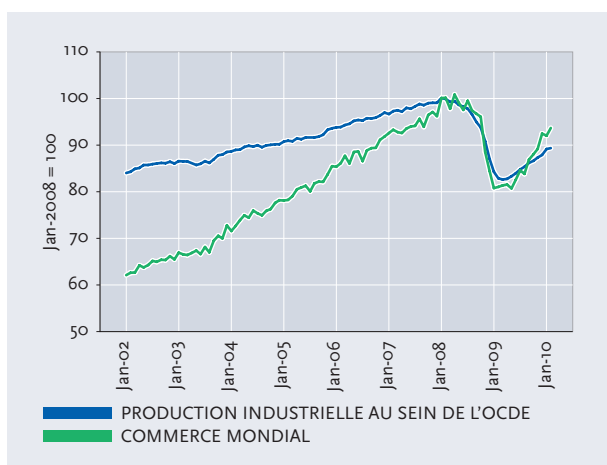
I. Contexte macro-économique

• Une reprise vacillante

Après avoir connu une phase de récession entre 2008 et 2009, l'activité économique mondiale a renoué fin 2009 avec des taux de croissance positifs. Elle a principalement été stimulée par le dynamisme des pays en voie de développement, particulièrement asiatiques. Ces derniers se sont notamment démarqués par une nette reprise de l'activité industrielle. Cette relance a permis aux échanges internationaux de récupérer après s'être contractés de plus de 12 % en 2009. Leur niveau n'est maintenant plus très éloigné de celui prévalant avant l'arrivée de la crise économique et financière. L'indice du commerce mondial en volume affichait encore au deuxième trimestre 2010 une progression de 3,6 % par rapport au trimestre précédent (graphique 1). À noter toutefois que cette croissance sur le trimestre s'explique davantage par le dynamisme des échanges des pays industrialisés que par celui des pays émergents, ce qui est assez rare pour être souligné. Les pays émergents d'Asie ont nettement ralenti leur rythme de croissance tant des importations que des exportations ces derniers mois.

Cependant, l'activité économique mondiale est toujours en train de panser ses plaies. Ce sont surtout les pays

GRAPHIQUE 1 : Évolution de la production et du commerce dans le monde, 2003-2010



Source : Centraal Planbureau, OCDE

• Analyse par entités géographiques

Les **pays émergents d'Asie** ont été les premiers à sortir la tête de l'eau en début d'année et affichent depuis une reprise soutenue, qui semble se poursuivre au deuxième trimestre 2010. Cette reprise repose tant sur un fort

développés qui montrent de nombreux signes d'affaiblissement. Que ce soit aux États-Unis, au Japon ou dans la zone euro, lorsque ces pays ne sont plus en récession, ils affichent des taux de croissance très proches de zéro depuis maintenant plusieurs trimestres. Cette atonie s'explique notamment par l'affaiblissement de l'activité prévalant dans les services et par la faiblesse de la demande privée dans ces pays. Celle-ci n'est pas aidée par les taux de chômage toujours extrêmement élevés, pesant sur les revenus et poussant les ménages à l'épargne. On a d'ailleurs pu observer une baisse de la confiance des consommateurs ces derniers mois, particulièrement aux États-Unis.

Il est peu probable que la situation s'améliore dans les trimestres à venir au vu du nombre d'obstacles qu'il reste encore à surmonter. Un premier défi consistera, pour les différents gouvernements à assainir leur finance publique tout en évitant d'entraver trop lourdement la croissance de leur activité économique. La mise en place de mesures d'assainissement risque en effet de freiner la demande intérieure. Afin d'éviter une rechute, les pouvoirs publics doivent rassurer au maximum les entreprises et les ménages. Le deuxième défi se situe plutôt du côté des marchés monétaires. Les différentes banques centrales devront en effet tôt ou tard mettre fin aux mesures non conventionnelles mises en place au plus fort de la crise financière. Les banques centrales devront également assainir leurs bilans, fragilisés suite à la mise en place de ces politiques inédites et dont il est difficile de déterminer les conséquences tant sur le marché monétaire que sur l'activité économique réelle.

Il est donc fort probable qu'on observe un ralentissement de l'activité économique d'ici à la fin de l'année 2010, qui se poursuivra en 2011, avec pour conséquence une chute des taux de croissance annuels du PIB en 2011 pour de nombreux pays, la Chine y compris. Les prévisions des institutions internationales ont ainsi été revues à la baisse pour 2011. Elles prévoient généralement un taux de croissance plus faible qu'en 2010. Selon les dernières prévisions du FMI, la croissance mondiale devrait avoisiner 4,6 % en 2010 et 4,3 % en 2011.

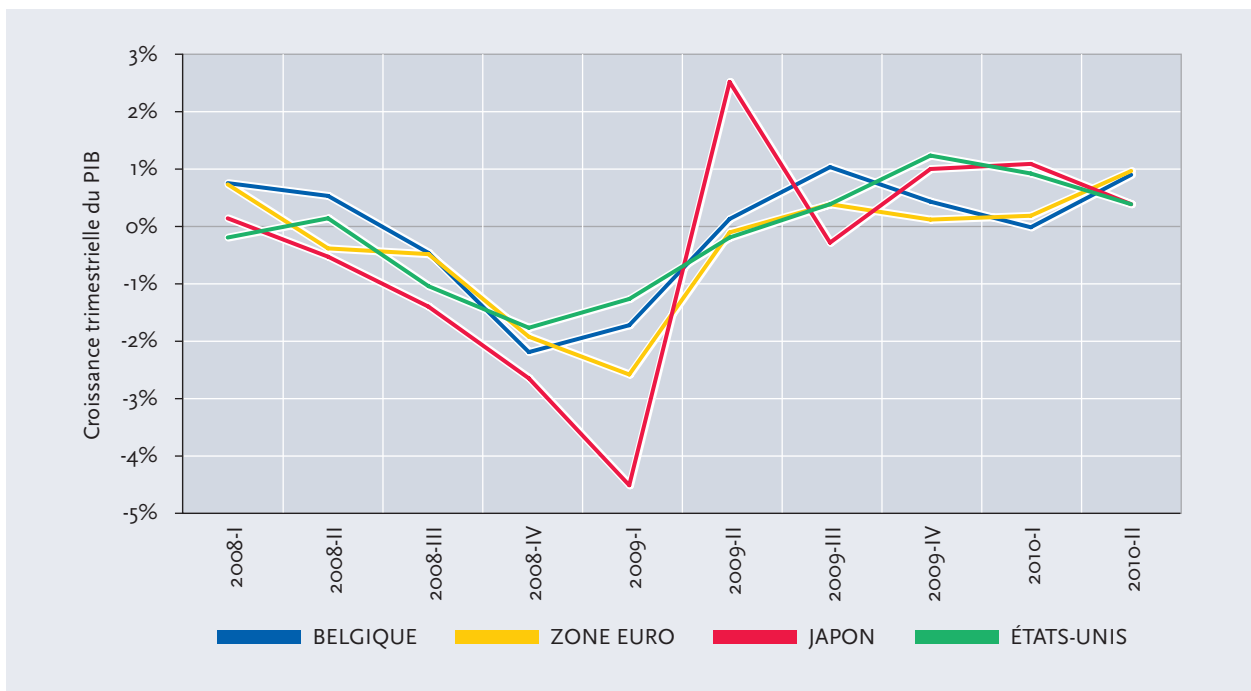
rebond de leurs exportations que sur une demande intérieure vigoureuse, malgré la disparition graduelle des effets relatifs aux mesures de soutien. Selon le FMI, la croissance du PIB pour la zone devrait s'élever au total à

9,2 % en 2010. Elle sera vraisemblablement plus modérée (et probablement plus viable) en 2011 (8,5 %), une fois les mesures de relance budgétaire retirées.

Cette zone est plus particulièrement tirée par la Chine, qui a eu vite fait de rattraper son niveau de croissance prévalant avant la crise. Au total, elle devrait connaître une croissance économique de 10,5 % en 2010. Elle était de 11,9 % en 2007. Pour soutenir l'activité économique chinoise, le gouvernement avait mis en place un ambitieux plan de relance passant notamment par une plus grande souplesse monétaire et par un relâchement des conditions d'octroi de crédits. Face au risque de surchauffe sur le marché du crédit faisant suite au plan de relance, la Chine est maintenant en train de mettre en place de nouvelles mesures destinées à freiner la croissance du crédit et assurer une meilleure stabilité financière. À ces mesures s'ajoute le retrait graduel des effets liés au plan de relance de l'activité économique. Par conséquent, la croissance devrait ralentir à 9,5 % en 2011.

Seule ombre sur le continent, le **Japon** où la croissance de l'activité économique s'est arrêtée. Au deuxième trimestre 2010, le PIB a crû de 0,1 % en glissement trimestriel, sous l'effet notamment de la contribution négative des exportations nettes (graphique 2). Ces derniers mois, le yen s'est particulièrement apprécié par rapport au dollar. Il s'est également apprécié par rapport à l'euro, suite à la crise des finances publiques européennes. Cela a notamment eu pour conséquence d'affaiblir la compétitivité des exportateurs japonais. Pour ne rien arranger, la demande intérieure reste molle, à l'exception des investissements des entreprises, qui ont vu leurs bénéfices augmenter ces derniers mois. On a également pu observer un léger mieux sur le marché du travail, avec une baisse du taux de chômage, même si ce dernier reste à des sommets rarement atteints. On espère peu d'améliorations significatives dans les trimestres à venir au vu notamment de l'appréciation du yen, de la fin prochaine des mesures de soutien ou encore de la déflation. Selon le FMI, au Japon, la croissance devrait être proche de 2,4 % en 2010, avant de se modérer à plus ou moins 1,8 % en 2011.

GRAPHIQUE 2 : Évolution trimestrielle du PIB en euros chaînés*



* Croissance à un trimestre d'intervalle, données désaisonnalisées et corrigées des effets calendaires, année de référence 2007
Voir glossaire pour une définition d'euros chaînés
Source : Eurostat, BNB et calculs propres

Les **États-Unis** ont également enduré une perte de vitesse dans la croissance de leur PIB au deuxième trimestre 2010, perte de vitesse d'autant plus marquée que la croissance du PIB au premier trimestre a été revue à la hausse. Au deuxième trimestre 2010, le PIB américain

affichait une augmentation de 0,4 % en glissement trimestriel (3 % par rapport au même trimestre de l'année précédente) (graphique 2). Cette baisse de régime s'explique principalement par une contribution négative des exportations nettes, les importations ayant augmenté

bien plus que les exportations, creusant de ce fait le déficit commercial. La demande intérieure n'a pas non plus beaucoup participé au redressement de l'activité économique du pays. La croissance de la consommation des ménages s'est stabilisée et les investissements des entreprises affichent toujours un taux de croissance atone, même si très légèrement supérieur à celui du trimestre précédent. On notera toutefois une hausse de l'investissement résidentiel, ce qui n'était plus arrivé depuis quelques trimestres. Cet effet ne devrait cependant pas durer étant donné qu'il est expliqué par des mesures temporaires de crédits d'impôts sur les logements. En ce qui concerne les stocks, leur niveau a encore très légèrement augmenté.

La croissance actuelle du PIB américain, même si elle est positive depuis maintenant un an, n'est clairement pas suffisante pour permettre au marché du travail de se rétablir. Le moins que l'on puisse dire est que la reprise actuelle n'est pas porteuse d'emplois. Au contraire, ces derniers ont recommencé à diminuer aux mois de juin, juillet et août, après une période d'augmentation ininterrompue de cinq mois. Au total, la crise a détruit plus de 8 millions d'emplois aux États-Unis. Le taux de chômage reste, quant à lui, à des niveaux extrêmement élevés (9,6 %). Il était de 4,4 % à la mi-2007. Autre conséquence de la crise, de plus en plus d'Américains sont confrontés au chômage de longue durée, alors que son niveau était encore relativement faible auparavant. Il apparaîtrait que 45 % des chômeurs sont à la recherche d'un emploi depuis plus de six mois. Ils sont 25 % à être au chômage depuis plus d'un an (BNP Paribas, août 2010).

La perte de vigueur affichée actuellement risque bien de se prolonger dans les mois qui viennent. L'atténuation du plan de relance, les difficultés qu'a le marché du travail à se reprendre, l'augmentation du niveau d'épargne ou encore l'instauration prochaine de mesures destinées à réduire l'énorme déficit budgétaire vont peser sur la consommation. Les ménages n'en sont pas dupes et la confiance des consommateurs est orientée à la baisse depuis maintenant trois mois. Il en va de même pour celle des entreprises. En conséquence, après une croissance du PIB s'élevant à 3,3 % en 2010, l'activité économique devrait ralentir à 2,9 % en 2011, selon les dernières estimations du FMI.

Alors qu'il y a encore quelque mois, la **zone euro** montrait moins de vigueur que les États-Unis et le Japon, il semblerait que la situation se soit inversée pour ce trimestre. La zone euro a enregistré une croissance de son PIB de 1 % au deuxième trimestre 2010 en glissement trimestriel, soit une amélioration par rapport au premier trimestre de l'année (0,3 %) (graphique 2). Par rapport au même trimestre de l'année précédente, le taux de croissance du PIB est de 1,9 %, contre 0,8 % précédemment. Cette bonne tenue de la croissance s'explique

notamment par une reprise des investissements qui ont crû de 1,8 %. Les exportations ont progressé de 4,4 %, et les importations de 4,4 % également. Quant à la consommation, elle est plus proche de la stagnation avec un taux de croissance de 0,5 %. Lorsque l'on décompose la croissance du PIB par branche d'activité, on observe que l'activité économique dans la zone euro bénéficie essentiellement de la reprise dans l'industrie. L'activité dans les services souffre par contre de la faiblesse de la demande intérieure.

À noter également que la situation est très contrastée entre pays. En fait, le rebond du deuxième trimestre doit beaucoup à la performance de l'Allemagne. Cette dernière, qui représente 27 % du PIB de la zone euro, a pleinement profité du rebond de l'activité économique mondiale et de la dépréciation de l'euro aux mois de juin, juillet et août. Cela lui a notamment permis d'accroître fortement ses exportations. Au final, avec une croissance de 2,2 %, l'Allemagne est le seul état, avec la Finlande, à avoir enregistré une croissance de son PIB supérieure à la moyenne européenne. La plupart des autres États membres affichent des taux de croissance atones inférieurs à 1 %, voire 0,5 %. Et la Grèce n'est toujours pas sortie de la récession. S'il n'est pas anormal que la reprise de l'activité économique soit à plusieurs vitesses au sein de la zone euro, cela pourrait devenir problématique si ces divergences perdurent, notamment en matière de politique monétaire. Il sera en effet difficile de prendre des décisions adaptées à l'ensemble de la zone si ses membres arborent des taux de croissance fort divergents. Or, il n'est pas déraisonné de miser sur une accentuation des divergences de croissance au sein de la zone euro dans les mois à venir. Les assainissements budgétaires devraient en effet peser plus lourdement sur la croissance des pays connaissant les plus grosses difficultés budgétaires.

Il y a en outre de bonnes raisons de croire que l'embellie ne sera que de courte durée, l'activité économique risquant de se modérer au cours du quatrième trimestre 2010. Le rythme de croissance de l'économie mondiale semble en effet s'atténuer risquant d'affecter les exportations et la production industrielle. De plus, les effets des mesures de soutien à la croissance économique s'amenuisent petit à petit et des plans d'austérité vont devoir être mis en place dans la totalité des États membres. Sur ce point, le débat se poursuit concernant le moment le plus opportun pour mettre en place ces mesures. Une mise en place trop rapide risque en effet fort de casser la reprise encore très fragile et de peser sur la demande intérieure. Enfin, on n'ose pas trop tabler sur un plus grand dynamisme de la consommation privée pour les mois à venir bien que la situation sur le marché du travail semble se stabiliser depuis plusieurs mois maintenant, avec notamment un taux de chômage campant à 8,9 %.

TABLEAU 1 : Évolution du cours de change du dollar US par rapport à l'euro

Dollars US par euro		
	Moyenne de la période	Fin de la période
2010 - MAR	1,357	1,348
2010 - AVR	1,341	1,332
2010 - MAI	1,257	1,231
2010 - JUN	1,221	1,303
2010 - JUL	1,277	1,227
2010 - AOÛ	1,289	1,268

Source : BCE

L'euro vient de connaître une de ses plus fortes dépréciations par rapport au dollar depuis sa création entre la fin de l'année 2009 et juin 2010. Il a atteint début juin son niveau le plus bas depuis mars 2006 à 1,1942 dollars. Cette dépréciation de la monnaie européenne a été bénéfique pour la compétitivité des entreprises européennes vis-à-vis du reste du monde. Ce sont principalement les pays fortement exportateurs hors de la zone euro, comme l'Allemagne, qui ont pu en profiter.

L'euro a depuis peu à peu regagné du terrain. Il est repassé début août au-dessus de 1,30 dollar et s'est stabilisé autour de ce niveau par la suite (tableau 1). Cette reprise est due à différents facteurs parmi lesquels on retrouve l'amointrissement des inquiétudes quant à l'état des finances publiques dans un certain nombre de

TABLEAU 2 : Évolution de l'indice des prix à la consommation en Belgique et au sein de la zone euro

	Belgique		Zone euro	
	Indice (2005 = 100)	Taux de croissance annuelle (%)	Indice (2005 = 100)	Taux de croissance annuelle (%)
JAN - 2009	108,34	0,00	108,08	0,99
FÉV - 2009	108,87	0,14	108,43	0,91
MAR - 2009	109,07	0,91	109,41	1,44
AVR - 2010	109,30	0,91	109,90	1,52
MAI - 2010	109,66	1,32	110,05	1,62
JUN - 2010	109,68	1,53	110,06	1,42
JUL - 2010	109,80	1,70	109,68	1,74
AOÛ - 2010	109,88	1,46	n.d.	n.d.
SEPT - 2010 (e)	110,12	1,95	n.d.	n.d.
OCT - 2010 (e)	110,27	2,04	n.d.	n.d.
NOV - 2010 (e)	110,33	1,83	n.d.	n.d.
DÉC - 2010 (e)	110,61	1,93	n.d.	n.d.

(e) Estimations

Source : BFP, Eurostat et calculs propres

pays de la zone euro ou les résultats meilleurs que prévus des banques européennes au stress-test, bien que celui-ci ait été vivement critiqué.

Enfin, l'inflation a augmenté de 1,52 % en avril à 1,74 % en juillet (soit son niveau le plus élevé depuis novembre 2008) suivant les évolutions des prix de l'énergie et des denrées alimentaires (tableau 2) (ING, août 2009). La hausse devrait vraisemblablement se poursuivre dans les prochains mois mais modérément. Il est probable que l'inflation se maintienne sous la barre des 2 %, plafond que s'est fixé la Banque Centrale Européenne (BCE). Cette dernière a estimé une inflation de 1,7 % en 2011. Par conséquent, la politique monétaire de la Banque Centrale devrait encore rester très accommodante. En particulier, il est probable que la BCE ne commencera pas à relever son taux directeur avant la seconde moitié de l'année 2011.

Comme dans de nombreux États membres, la reprise de l'activité économique en **Belgique** est encore chancelante. Les résultats relatifs au deuxième trimestre 2010 montrent que la reprise est moins vigoureuse que la moyenne de la zone euro. Le PIB belge affichait un taux de croissance de 0,9 % par rapport au premier trimestre 2010 (graphique 2). À noter qu'il s'agit toutefois d'une amélioration par rapport au trimestre précédent où la croissance était nulle. En outre, en glissement annuel, la croissance du PIB poursuit sa progression avec un taux de croissance de 2,4 %, après une hausse de 1,6 % au premier trimestre de 2010.

Le tableau 3 et le graphique 3 décomposent le PIB selon l'approche dépenses, entre la consommation finale des ménages et des institutions publiques, les investissements, les exportations et les importations. On peut y observer que la croissance du PIB a pu bénéficier d'un regain de dynamisme des échanges commerciaux contrairement au trimestre précédent. En effet, les exportations ayant augmenté davantage que les importations (2,7 % contre 1,7 %), la contribution du solde extérieur à la croissance du PIB a été positive. Selon la Banque Nationale de Belgique, cette évolution trimestrielle a vraisemblablement été soutenue par la forte reprise observée en Allemagne, l'un des principaux partenaires commerciaux de la Belgique. Quant à la demande intérieure, elle a progressé de 0,4 %. Elle a été soutenue par les investissements des entreprises, qui se sont montrés vigoureux pour la première fois depuis plusieurs trimestres avec un taux de croissance de 1,5 % (après une baisse de 0,9 % un trimestre plus tôt). Les investissements résidentiels, par contre, pèsent toujours négativement sur l'évolution du PIB. Enfin, les ménages n'ont pas réellement contribué à la croissance, leurs dépenses de consommation privée restant pratiquement stables (0,1 % après une croissance de 0,3 % au premier trimestre). Les dépenses de consommation des administrations publiques ont augmenté, quant à elles, de 0,3 %.

TABLEAU 3 : Chiffres-clés pour la Belgique

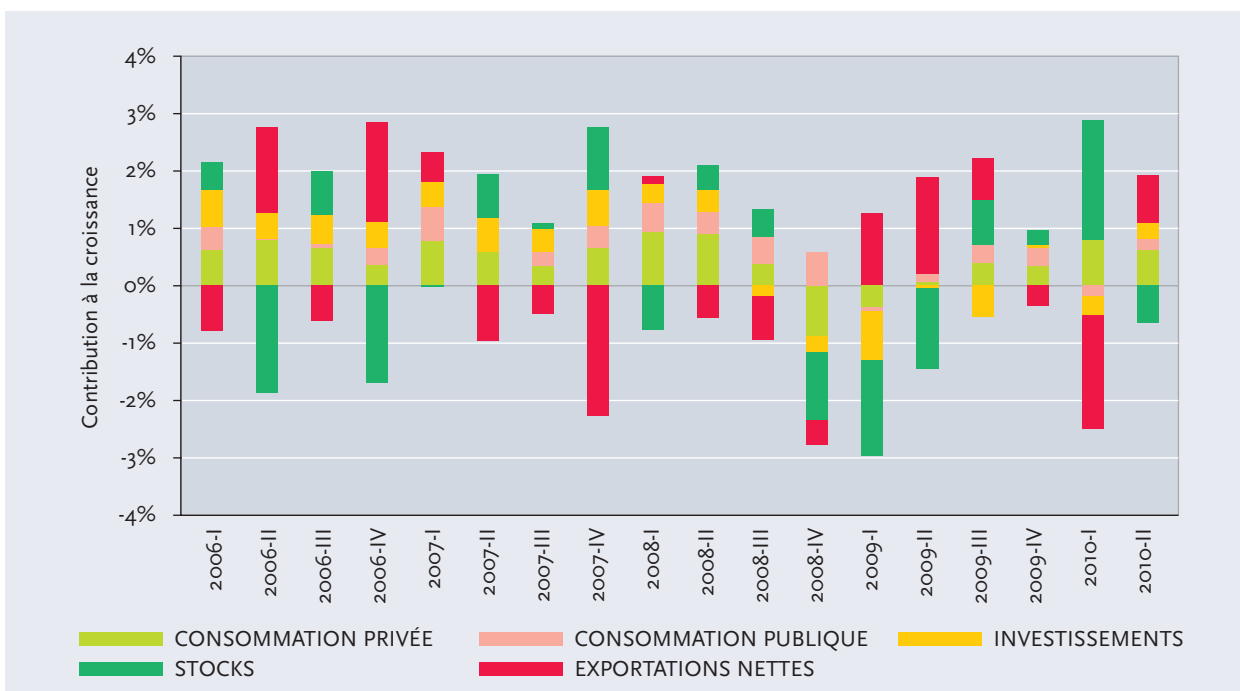
	2009	2010			2011	2012
	IV	I	II	Total		
Taux de croissance du PIB en volume	-2,7			1,4	1,7	2,3
<i>par rapport au trimestre précédent</i>	-	0,0	0,9	-	-	-
<i>par rapport au trimestre de l'année précédente</i>	-	1,6	2,4	-	-	-
Taux de croissance des composantes du PIB en volume*						
<i>Dépenses de consommation finale des particuliers</i>	-0,2	0,3	0,1	0,8	1,2	1,8
<i>Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics</i>	0,4	0,4	0,3	1,5	1,2	2,2
<i>Formation brute de capitale</i>	-4,9	-1,6	1,2	-1,4	3,0	3,1
<i>Exportation de biens et services</i>	-11,4	0,9	2,7	4,7	3,7	4,6
<i>Importation de biens et services</i>	-10,9	1,6	1,7	3,8	3,6	4,5
Marché du travail						
<i>Taux d'emploi (projection Hermes)</i>	63,5	-		62,7	62,5	62,9
<i>Taux d'emploi trimestriel (données EFT)</i>	-	61,9	n.d.	-		
<i>Taux de chômage (définition standardisée Eurostat)</i>	7,9	8,4	8,7	8,8	9,0	n.d.

Les chiffres trimestriels relatifs au PIB et à ses composantes sont issus du site internet de données de la BNB, Belgostat Online.
Les chiffres annuels sont des prévisions issues de Bureau Fédéral du Plan, «Prévisions économiques 2010-2015», Mai 2010.

* Par rapport au trimestre précédent pour les chiffres trimestriels

Source : BNB, BfP, DGSIE

GRAPHIQUE 3 : Évolutions trimestrielles des composantes du PIB, optique dépenses, Belgique, 2006-2010

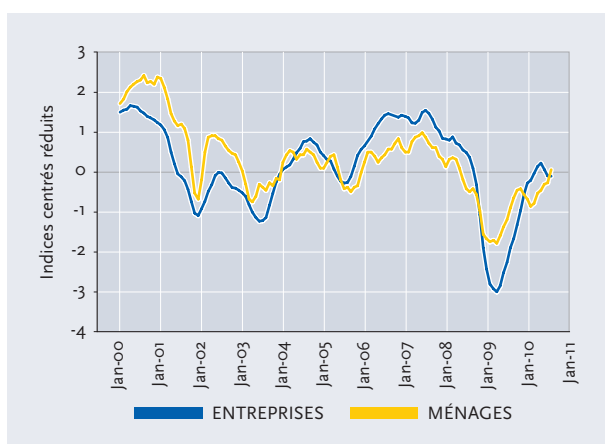


Source : BNB et calculs propres

Comme dans le reste de la zone euro, l'activité des services en Belgique a énormément de mal à trouver un second souffle. La croissance de la valeur ajoutée dans ce secteur était de 0,5 %, contre 0,1 % au premier trimestre 2010. L'industrie maintient quant à elle le rythme élevé des trimestres précédents (1,1 % après 1,2 % au premier trimestre). Quant au secteur de la construction, après un début d'année difficile dû aux conditions météorologiques adverses vécues par le secteur, la valeur ajoutée a sauté de 4,4 % au second trimestre de l'année par rapport au trimestre précédent.

Au vu des derniers chiffres relatifs aux indicateurs de confiance (graphique 4), la reprise devrait se poursuivre dans les trimestres à venir, à un rythme probablement peu soutenu. On notera que la confiance des ménages continue de se redresser, l'indicateur se situant depuis un mois au-dessus de sa moyenne de long terme, un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis plus de deux ans. Les consommateurs se sont montrés plus confiants en ce qui concerne les perspectives économiques générales mais également quant à leur propre situation financière et à leur capacité à épargner. En outre, ils se sont montrés moins craintifs que les mois précédents sur une éventuelle recrudescence du chômage. Par contre, après s'être progressivement rétablie depuis le deuxième trimestre de 2009, la confiance des entrepreneurs a fortement chuté au mois de juin. Même si les chiffres des mois de juillet et août se sont légèrement redressés, cela n'a pas suffi pour faire remonter notre indicateur, représenté en moyenne mobile. Le climat des affaires s'est plus particulièrement détérioré dans l'industrie, les services aux entreprises et le commerce.

GRAPHIQUE 4 : Enquêtes sur la conjoncture auprès des entreprises et des consommateurs, Belgique, 2000-2010 (solde de réponses, centré réduit)



Source : BNB et calculs propres

Les perspectives de croissance pour 2010 et 2011 n'ont pas encore été revues depuis la parution du Baromètre de juillet 2010. La Belgique renouera vraisemblablement avec une croissance positive en 2010, après une contraction de 3 % en 2009 (tableau 3). Elle devrait être de l'ordre de 1,4 % et serait principalement supportée par une remontée des exportations (4,7 % en 2010, 3,7 % en 2011). La variation des stocks aurait également un apport positif à la croissance économique (0,2 point de pourcentage), après l'énorme déstockage de l'année précédente. Affaibli par les nombreuses pertes d'emploi, le revenu disponible s'affaiblira en 2010. Conséquence directe, on n'observera qu'une très faible croissance de la consommation privée, entraînant une légère diminution du taux d'épargne. L'investissement total serait toujours en recul (-1,4 %), quoique dans une moindre mesure qu'en 2009 du fait des larges surcapacités de production existantes. En 2011, la chute de l'investissement devrait se stopper et la consommation privée devrait atteindre un taux de croissance de 1,2 %. La combinaison de l'ensemble de ces composantes devrait porter la croissance à 1,7 % (Bureau Fédéral du Plan, 2010). Au vu des perspectives au niveau international, on peut toutefois s'attendre à une révision à la baisse de ce taux de croissance estimé pour 2011.

Après avoir connu en 2009 une inflation négative (-0,05 %), la Belgique a renoué avec une hausse des prix depuis la fin de cette même année. Elle a continué à croître entre mars et août où elle a atteint 1,48 % (tableau 2). Au total, l'inflation devrait être en moyenne de 2,1 % en 2010 et 2,0 % en 2011 selon les dernières prévisions du Bureau du Plan, soit en légère hausse par rapport aux prévisions faites lors de la publication du précédent baromètre.

2. Conjoncture à Bruxelles

2.1. Activité économique

• Les dernières données de la comptabilité régionale

Les données détaillées relatives à la comptabilité régionale ne permettent pas d'étudier l'évolution de l'activité économique à Bruxelles au-delà de 2008. Leur analyse montre que pour cette année, la Région bruxelloise a connu un ralentissement de son activité économique avec une croissance de 1,7 % du PIB en volume, sous l'effet de la propagation de la crise économique et financière mondiale. Cet affaiblissement a été moins marqué qu'au niveau national, où la hausse enregistrée n'était que de 1,0 %. Cette différence s'explique principalement par un ajustement ponctuel lié au dossier Audi qui a offert un bonus de croissance à la Région sur cette année². Une fois tenu compte de ce fait, le taux de croissance bruxellois est proche de celui du Royaume.

Une analyse par branche montre toutefois que ces taux de croissance sont le résultat d'évolutions sectorielles différentes. On peut relever que la forte exposition de Bruxelles au secteur financier a clairement tiré vers le bas le dynamisme économique global de la Région en 2008, bien qu'en pourcentage, la baisse enregistrée pour la valeur ajoutée ait été largement plus importante au niveau du Royaume. Autre point marquant, la très bonne tenue de la branche «immobilier, location et autres services aux entreprises», la première par le volume tant en Région bruxelloise que

dans le Royaume. La croissance de cette branche à Bruxelles s'est révélée assez nettement supérieure à celle observée dans le Royaume en 2008. A contrario, la croissance dans la branche «transport et communications» fut négative dans la Région dès 2008, alors qu'elle affichait cette année-là un taux positif au niveau du Royaume. Finalement, le poids plus important des branches administratives a joué son rôle d'amortisseur, celles-ci étant moins sensibles à la conjoncture, alors que le reste du Royaume a vu la valeur ajoutée agricole décroître, effet évidemment absent à Bruxelles.

Pour 2009, on s'attend à une récession marquée à Bruxelles. Cette dernière devrait toutefois maintenir une meilleure performance par rapport au Royaume. Le recul du PIB régional devrait avoisiner les 2,5 % selon les dernières projections HERMREG, soit un repli moins important que les -3 % constatés au niveau national. Toutefois au-delà de cette date, les effets amortisseurs de la composition sectorielle bruxelloise joueront probablement en sens inverse, impliquant une reprise un peu moins marquée encore qu'ailleurs dans le Royaume pour les années à venir, comme le montre le dossier de cette publication relatif aux dernières projections d'HERMREG.

• Analyse récente de la conjoncture par l'approche production

Contrairement au Royaume, il n'existe pas encore d'estimation de l'évolution trimestrielle du PIB au niveau régional. Il est dès lors nécessaire d'avoir recours à des indicateurs alternatifs permettant de se faire une idée de l'évolution conjoncturelle récente de l'activité économique bruxelloise. Ce chapitre se propose d'aborder cette dernière selon l'approche production du PIB qui en décompose les évolutions par branches d'activité. Pour ce faire, l'analyse se base sur les données relatives aux chiffres d'affaires par branche selon la source TVA et sur les résultats des enquêtes de conjoncture de la BNB, toutes deux disponibles mensuellement et rapidement.

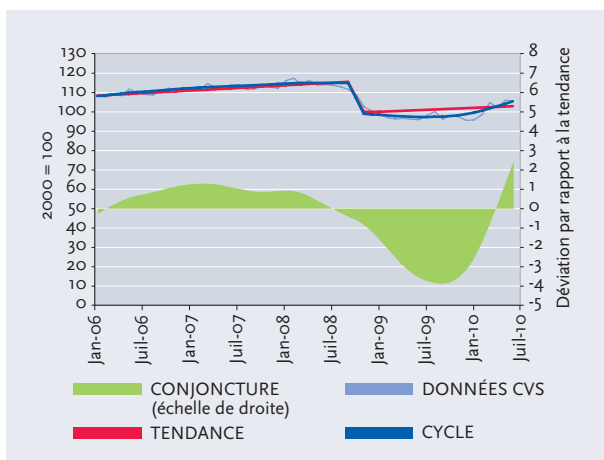
Les baromètres précédents ont démontré que la crise économique et financière mondiale a engendré un choc permanent sur l'activité économique dans de nombreuses branches bruxelloises. Il a donc fallu déterminer une nouvelle trajectoire tendancielle à partir d'un nombre restreint d'observations impliquant une relative fragilité de cette dernière. Les chiffres disponibles relatifs aux trois mois supplémentaires confirment globalement les nouvelles tendances estimées. Toutefois, la nouvelle période d'observation reste courte. Les estimations actuelles du cycle économique sont donc encore relativement fragiles et doivent s'interpréter avec prudence. Le temps aidant, il sera plus aisé de faire le tri entre ce qui relève du saut de tendance et ce qui s'avère être d'ordre conjoncturel.

² La restructuration du site Audi à Forest a fortement pesé sur la valeur ajoutée de la branche en 2007. Le retour à la normale en 2008 provoque ainsi un sursaut ponctuel de croissance pour cette branche.

Industrie

Après un choc structurel marqué fin 2008 et une reprise laborieuse en 2009, les branches industrielles ont été caractérisées par une croissance notable de leur activité au niveau national début 2010. Cette évolution semble se poursuivre au cours du second trimestre de l'année au vu des nouvelles données à notre disposition relative à l'indice de production (graphique 5). On observe par ailleurs une confirmation du retour à un cycle conjoncturel positif au regard de la nouvelle tendance estimée.

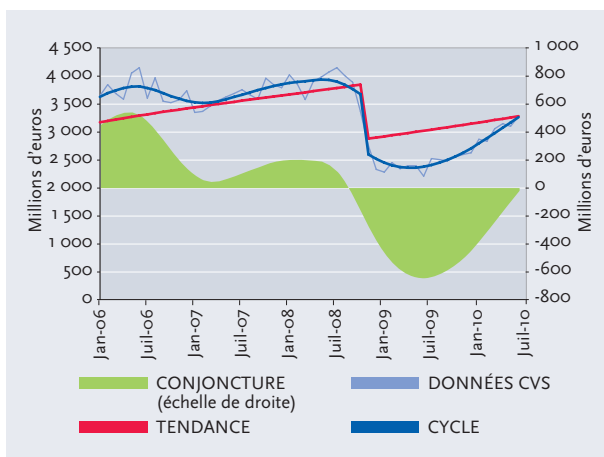
GRAPHIQUE 5 : Évolution conjoncturelle de l'indice national de production, industrie (2000=100)



Source : DGSIE et calculs propres

Cette amélioration est également bien visible dans la Région où le chiffre d'affaires (graphique 6) maintient une croissance non négligeable au second trimestre 2010. La reprise de l'activité industrielle semble donc se confirmer, le cycle conjoncturel du chiffre d'affaires de l'industrie se situant maintenant au-dessus de la tendance.

GRAPHIQUE 6 : Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, Industrie, RBC (millions d'euros)



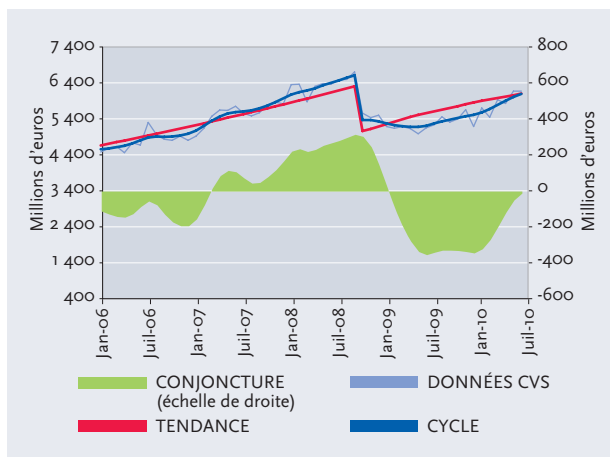
Source : DGSIE et calculs propres

Commerce

Cette branche se caractérise par des différences marquées entre commerce de gros et de détail, tant en niveau qu'en évolution. Nous avons donc décidé de présenter séparément l'évolution de leur chiffre d'affaires.

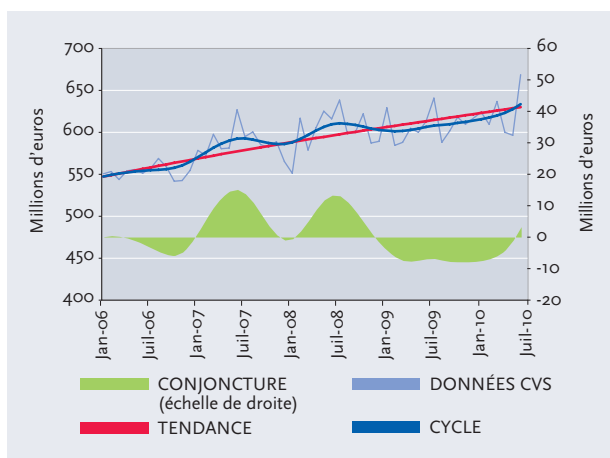
Les orientations observées lors de la précédente publication sont toujours d'actualité. Dans les activités de gros, si le saut de tendance est maintenant largement confirmé, on n'observe toujours aucun rebond dans la branche. Les données récentes prolongeant la nouvelle tendance calculée (graphique 7), la situation semble donc s'être stabilisée. On notera également que selon les enquêtes conjoncturelles, les stocks de cette branche sont légèrement en baisse.

GRAPHIQUE 7 : Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, commerce de gros, RBC (millions d'euros)



Source : DGSIE et calculs propres

GRAPHIQUE 8 : Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, commerce de détail, RBC (millions d'euros)



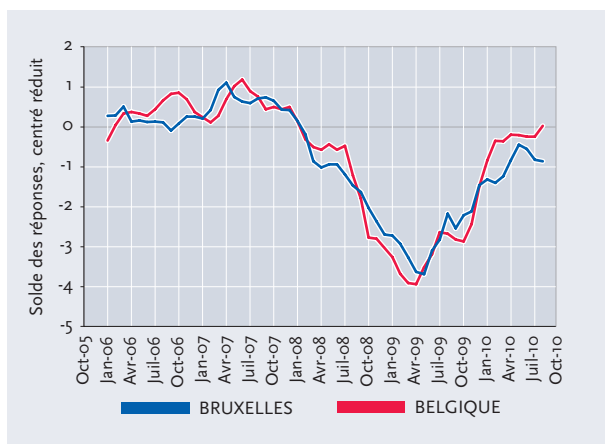
Source : DGSIE et calculs propres

Le commerce de détail est typiquement moins sujet aux fluctuations conjoncturelles, le niveau de la consommation finale privée voyant ses évolutions naturellement lissées par rapport à l'activité économique en général.

Ainsi, après une phase de conjoncture nettement négative en 2009, la première moitié d'année 2010 est plutôt stable dans la branche (graphique 8).

Au vu des résultats des enquêtes auprès des acteurs de la branche (graphique 9), le commerce de détail ne devrait pas se dynamiser dans les mois à venir. Les commerçants de la branche prévoient en effet une légère baisse de la demande à trois mois.

GRAPHIQUE 9 : Perspectives de demande à trois mois dans le commerce, résultats d'enquêtes (solde de réponses, centré réduit)



Source : BNB et calculs propres

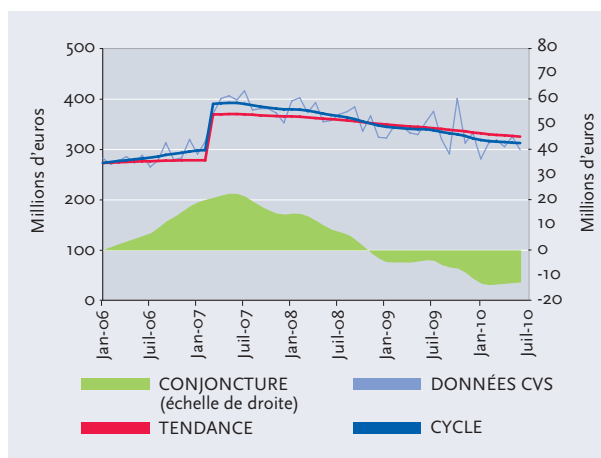
Construction

Nous avons vu précédemment que le secteur de la construction au niveau national a repris des couleurs au deuxième trimestre 2010. La valeur ajoutée du secteur affichait en effet un net rebond après un début d'année difficile dû aux mauvaises conditions climatiques.

Une telle amélioration n'est toujours pas visible à Bruxelles, le secteur n'ayant pas réussi à tirer avantage de la météo favorable prévalant depuis le printemps. Au contraire, les dernières données disponibles relatives au chiffre d'affaires du secteur dans la Région (graphique 10) continuent de confirmer l'hypothèse d'une tendance négative pour l'activité de la construction à Bruxelles, qui prévaut maintenant depuis plus de deux ans. En termes de cycle économique non plus les choses ne s'arrangent pas, ce dernier évoluant toujours en zone négative.

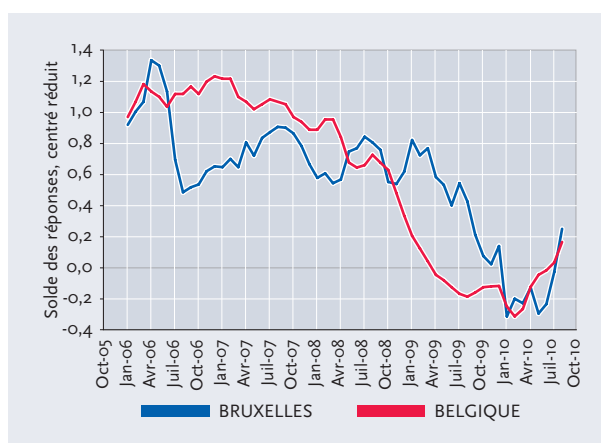
On peut cependant espérer une amélioration à ce niveau dans les mois à venir au vu des derniers résultats des enquêtes de conjoncture. Les enquêtes sur le volume des carnets d'ordre semblent montrer que ces derniers se regarnissent depuis maintenant deux mois au vu des réponses aux enquêtes (graphique 11), les chefs d'entreprise se montrant un peu plus optimistes sur le sujet que les mois précédents.

GRAPHIQUE 10³ : Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, construction, RBC (millions d'euros)



Source : DGSIE et calculs propres

GRAPHIQUE 11 : Évaluation des carnets d'ordre dans la construction, résultats d'enquêtes (solde de réponses, centré réduit)



Source : BNB et calculs propres

Services marchands non financiers

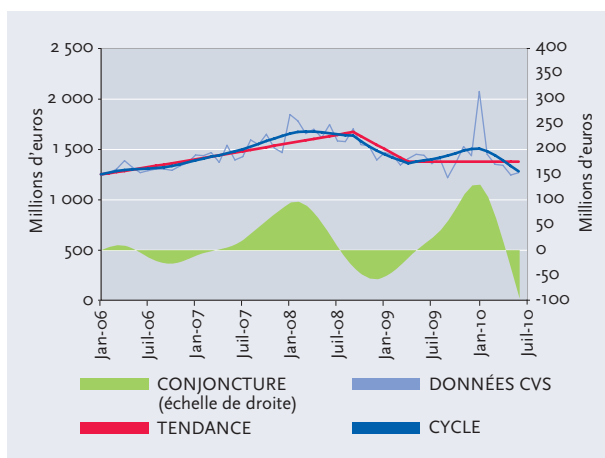
Que ce soit aux États-Unis, au Japon ou au sein de la zone euro, l'activité des services a énormément de mal à se remettre de la crise économique et financière et la Belgique ne fait malheureusement pas défaut à ce constat. Nous avons en effet vu au chapitre précédent une stagnation de la valeur ajoutée du secteur au second trimestre 2010.

Étant donné la sur-spécialisation de Bruxelles dans ce secteur, il n'est pas étonnant que les indicateurs sélectionnés pour représenter l'évolution récente de l'activité dans les services restent eux-aussi orientés à la baisse. En attestent en tout cas les dernières données relatives au chiffre d'affaires des deux principales branches de services aux entreprises en Région bruxelloise, à savoir

³ Données CVS = Données corrigées des variations saisonnières.

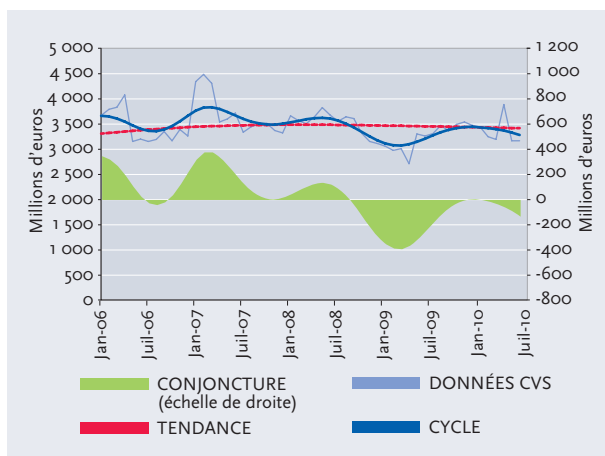
«transport et communications» (graphique 12) et «immobilier, location et autres services aux entreprises» (graphique 13). Alors que la deuxième moitié de 2009 se distinguait par une remontée dans le cycle conjoncturel, cette évolution s'est inversée début 2010 pour se prolonger au deuxième trimestre.

GRAPHIQUE 12 : Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, transports et communications, RBC (millions d'euros)



Source : DGSIE et calculs propres

GRAPHIQUE 13 : Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, immobilier, location et services aux entreprises, RBC (millions d'euros)

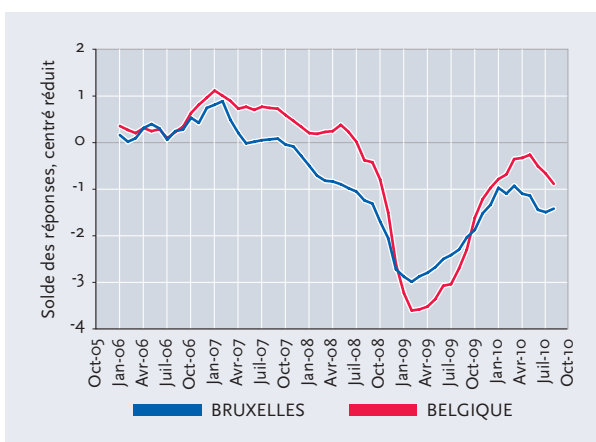


Note : En raison de fluctuations conjoncturelles importantes sur les dernières années, la tendance pour cette série est incertaine

Source : DGSIE et calculs propres

Ce constat est confirmé par les informations issues des enquêtes de conjoncture régionales auprès des entreprises (graphique 14). Les prévisions d'activité dans les services faites par les chefs d'entreprises laissent peu de place d'espoir quant à un retournement de la situation pour les prochains mois. Ces derniers sont de plus en plus nombreux au sein de la Capitale à s'attendre à un ralentissement de l'activité dans la branche des services au cours des trois prochains mois.

GRAPHIQUE 14 : Perspectives d'activité dans les services, résultats d'enquêtes (solde de réponses, centré réduit)



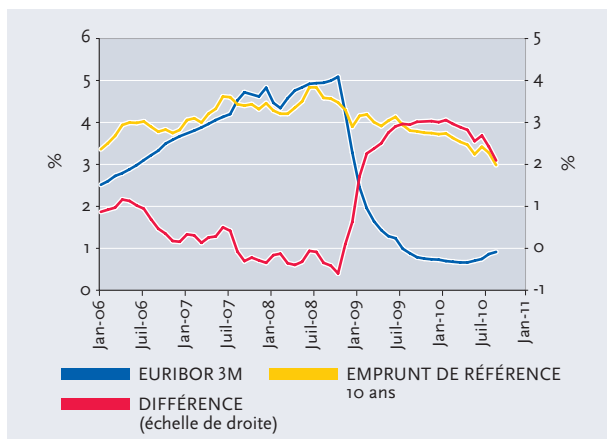
Source : BNB et calculs propres

Services financiers

La situation de Bruxelles est bien spécifique au sein du Royaume en ce qui concerne les services financiers. Non seulement la concentration de ce type d'activités y est plus grande, mais elle est également de nature différente. En effet, la présence de sièges centraux ou régionaux de grands établissements amène des activités de banque de gros et d'investissement dont les caractéristiques sont éloignées de l'activité commerciale et de détail prévalant sur le reste du territoire national.

Cette branche est plus difficile à appréhender de façon quantitative, ces services n'étant globalement pas soumis à la TVA. Les activités de cette branche ne sont pas non plus couvertes par les enquêtes de conjoncture de la BNB. Nous avons donc eu recours à des indicateurs alternatifs permettant d'approcher la marge d'intermédiation, un des principaux déterminants de la valeur ajoutée pour cette branche. Cette marge varie en fonction du volume des encours de crédit et du différentiel de taux entre prêt à moyen ou long terme (ici représenté par le taux sur les emprunts d'état à 10 ans) et le financement interbancaire à court terme (Euribor à 3 mois) (graphique 15). On constate une baisse du différentiel des taux, conséquence d'une détente des taux à long terme en ce domaine. En effet ces derniers mois ont été caractérisés par de nombreuses incertitudes quant à la reprise durable de l'activité économique mondiale, poussant les investisseurs à se tourner vers des actifs plus «sûrs» parmi lesquels figurent les emprunts d'état. Conséquence, on a assisté à une forte baisse des taux y afférents notamment en Allemagne et aux Etats-Unis. Les obligations d'état belges bénéficient du même phénomène. Les taux à 10 ans descendent sous les 3 % et, ce, malgré les incertitudes planant tant sur la solidité des finances publiques belges que sur les difficultés institutionnelles que traverse actuellement le pays.

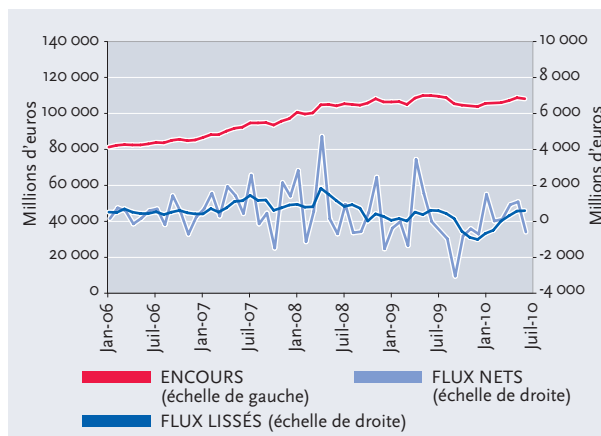
GRAPHIQUE 15 : Taux d'intérêts de référence pour la marge d'intermédiation bancaire



Source : BNB et calculs propres

Après les fortes réticences des banques à octroyer des crédits fin 2009, les encours de crédit aux entreprises sont repartis lentement à la hausse depuis le début de l'année 2010 (graphique 16). Si la situation semble se

GRAPHIQUE 16 : Encours et flux effectifs de crédits, Belgique (millions d'euros)



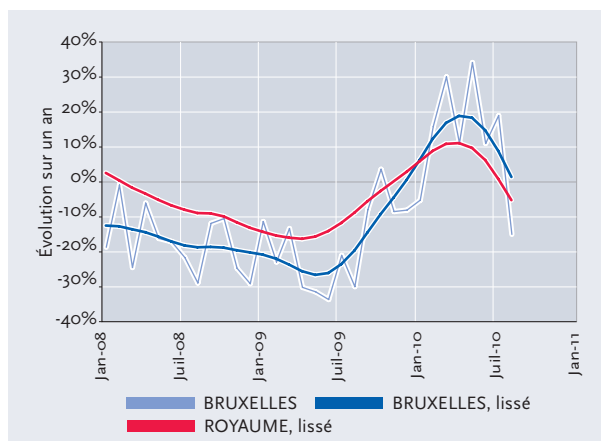
Source : BNB et calculs propres

détendre très légèrement, nous préférons rester prudents et attendre les prochaines données avant de conclure à une réelle reprise de l'activité sur le marché des crédits.

• Démographie d'entreprises

La dynamique de création et de disparition d'entreprises est un bon indicateur de l'orientation de la conjoncture économique. Le graphique 17 retrace l'évolution de la différence entre le nombre de constitutions et le nombre de faillites d'entreprises, à Bruxelles mais également au niveau national. Les deux niveaux affichent des variations similaires ces derniers mois. L'évolution des créations nettes (constitutions moins faillites) avait fortement souffert de la crise. Le creux de cette vague semblait avoir été atteint mi-2009, l'évolution en glissement annuel étant à la hausse depuis lors renouant même avec des taux de croissance positifs au début de l'année 2010. Ce faible rebond avait fait place au printemps à une rechute de l'activité entrepreneuriale. Les derniers chiffres à notre disposition (août 2010) confirment une absence de dynamisme. Le nombre de créations d'entreprises se maintient à un pallier fort bas. Quant au nombre de faillites, il ne semble pas vouloir décroître. L'indicateur de constitution net au niveau national a d'ailleurs enregistré un taux de croissance négatif.

GRAPHIQUE 17 : Évolution annuelle du nombre net de constitutions d'entreprises (pourcent)



Source : Graydon et calculs propres

2.2. Marché du travail

• Situation actuelle

Emploi

Le graphique 18 retrace l'évolution du nombre de salariés en fonction de leur lieu de domicile. Afin de pouvoir effectuer des comparaisons régionales, le nombre de salariés de chaque région a été résumé en un indice de base premier trimestre 2005 = 100.

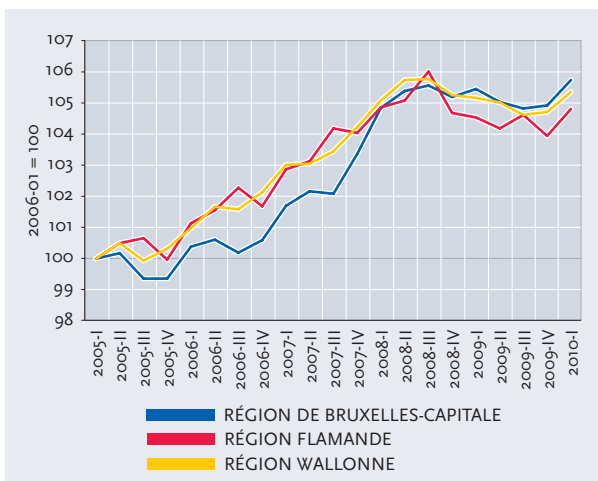
Cette représentation graphique met notamment en avant une contraction du nombre de personnes occupant un emploi salarié et habitant en Région wallonne et en Région flamande depuis le quatrième trimestre 2008. Le même mouvement est observé à Bruxelles mais avec deux trimestres de retard. On constate également que la chute du nombre de salariés y est plus faible que dans les autres régions. Comme expliqué dans les baromètres précédents, le secteur industriel a été particulièrement touché par la crise économique, que ce soit en termes de production ou d'emplois. Or, les régions wallonne et flamande sont plus spécialisées dans cette branche que la région bruxelloise. Entre le quatrième trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009, le nombre de salariés aurait diminué de 0,3 % à Bruxelles, de 0,5 % en Région wallonne et de 0,7 % en Région flamande.

La baisse du nombre de salariés s'est stoppée au cours du dernier trimestre 2009 en Région wallonne et à Bruxelles. Au premier trimestre 2010, il a par ailleurs connu une progression non négligeable dans les trois régions. Le nombre de salariés habitant en Région flamande et en Région bruxelloise a augmenté de 0,8 % par rapport au trimestre précédent. Il a enregistré une hausse de 0,6 % en Région wallonne.

Des doutes persistent quant à la poursuite de cette évolution favorable de l'emploi dans les trimestres à venir. En effet, même si l'activité économique s'est reprise, elle reste extrêmement fragile et probablement pas assez dynamique que pour générer suffisamment d'emplois. Selon les dernières prévisions d'HERMREG, il est probable que l'on observe encore des destructions d'emploi à Bruxelles mais également en Belgique dans son ensemble (cf. chapitre 3).

Une autre façon d'appréhender les évolutions actuelles sur le marché du travail consiste à étudier les variations dans le nombre d'heures de travail intérimaire prestées à Bruxelles et au niveau national. Comme mentionné dans les éditions précédentes, cet indicateur est d'autant plus intéressant qu'il est extrêmement sensible à la conjoncture. Il revêt également un caractère avancé par rapport aux autres statistiques du marché du travail.

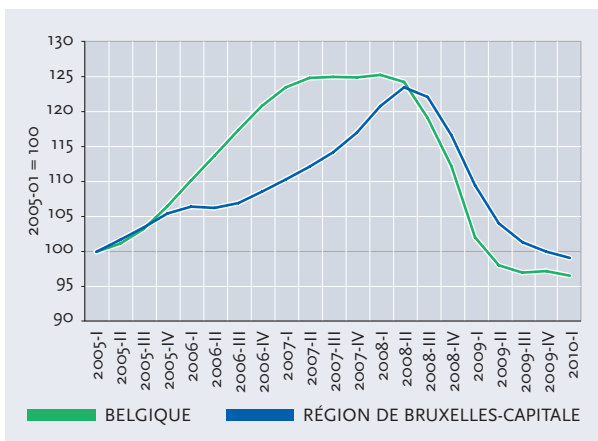
GRAPHIQUE 18 : Évolution régionale du nombre de salariés, 2005-2010



Source : ONSS et calculs propres

À partir du graphique 19, on peut observer que le secteur du travail intérimaire au niveau national subit la crise économique et financière de plein fouet entre la seconde moitié de l'année 2008 et la fin de l'année 2009. Après un an et demi de chute ininterrompue, le nombre d'heures prestées s'est stabilisé, quoique avec un léger accent à la baisse. L'activité intérimaire à Bruxelles a commencé à baisser avec un trimestre de retard comparativement à la Belgique dans son ensemble. Il a jusqu'à présent baissé dans des proportions relativement similaires, de 23 % par rapport à 24 % en niveau national. La tendance actuelle de l'indicateur ne montre toutefois pas encore de signe de stabilisation. Il semblerait que les entreprises poursuivent leur réduction du recours à l'em-

GRAPHIQUE 19 : Évolution trimestrielle du nombre d'heures prestées dans l'intérim



Source : Federgon et calculs propres

ploi intérimaire. Au cours du premier trimestre 2010, l'activité intérimaire à Bruxelles s'est détériorée de -0,9 % par rapport au quatrième trimestre. Cette chute s'explique principalement par une réduction du nombre d'heures d'intérim dans le segment des ouvriers (-3,6 %), le segment des employés affichant un statu quo.

On peut toutefois espérer une stabilisation dans les mois à venir au vu du caractère avancé de l'indicateur au niveau national.

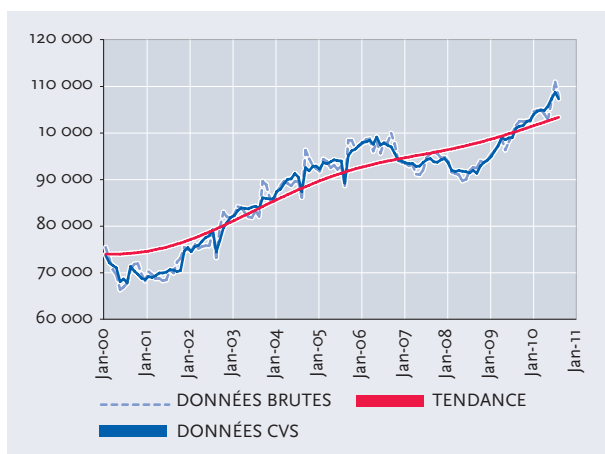
Chômage

La crise économique et financière a eu pour conséquence de faire considérablement augmenter le nombre de personnes sans emploi sur le marché du travail bruxellois. Entre le creux atteint en mai 2008 avec 89 563 demandeurs d'emploi inoccupés (DEI) et le mois de juillet 2010 qui a vu dépasser la barre des 110 000 DEI, le nombre de chômeurs a crû de 24 %.

Pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2008, cet accroissement ne s'est pas poursuivi au deuxième trimestre 2010. En outre, les dernières données à notre disposition, relatives au mois d'août, font également état d'une baisse du nombre de demandeurs d'emplois, qui étaient à ce moment-là 107 706. Cette baisse est confirmée même après correction des variations saisonnières (graphique 20). On observe toutefois à partir du graphique 20 que la tendance du nombre de chômeurs est toujours orientée à la hausse. Il faut également noter que le nombre de chômeurs a généralement tendance à baisser au deuxième trimestre d'une année.

Il est fort probable que cette baisse ne soit que de très courte durée et que la tendance actuelle se prolonge voir s'accroisse. L'automne, à l'inverse du printemps, est structurellement peu favorable, les jeunes sortant de l'école s'inscrivant massivement sur les listes des demandeurs d'emploi d'Actiris.

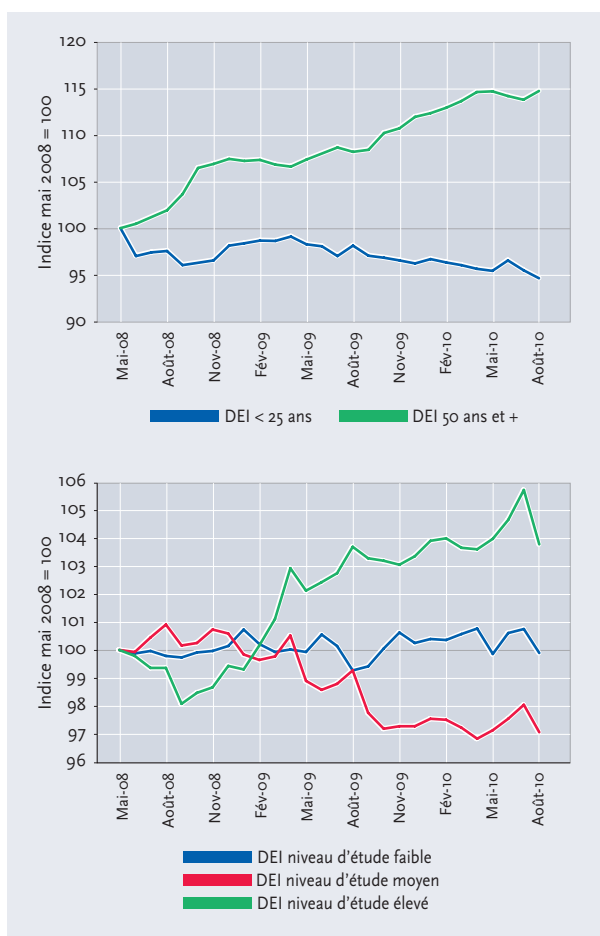
GRAPHIQUE 20 : Évolution du nombre de DEI à Bruxelles, 2000 - 2010



Source : Actiris et calculs propres

Comme expliqué dans les précédentes publications, certaines catégories de demandeurs d'emploi sont plus touchées que d'autres par le ralentissement de l'activité économique sévissant sur le territoire bruxellois. Le graphique 21 montre l'évolution de la proportion des DEI par classe d'âge et niveau de formation depuis mai 2008, date à laquelle la tendance du chômage est repartie à la hausse. Par rapport au baromètre de juillet 2010, on peut observer une stabilisation de la situation. En effet, les écarts ne se creusent plus entre les différentes catégories de chômeurs. On n'observe en effet plus de hausse de la proportion des chômeurs de plus de 50 ans alors que jusqu' à présent il paraissait que les entreprises licencieraient plus massivement les plus âgés, ces derniers entraînant une réduction de coût plus importante. Une fois au chômage, cette catégorie fait face à des difficultés particulièrement importantes pour retrouver un emploi. Quant au niveau de qualification, alors que les premières personnes frappées par la crise étaient les moins qualifiées, les licenciements se poursuivant, les plus qualifiées ont commencé à être de plus en plus touchées.

GRAPHIQUE 21 : Évolution de la proportion des DEI par classe d'âge et niveau de formation, indice mai 2008 = 100



Source : Actiris et calculs propres

• Prévisions

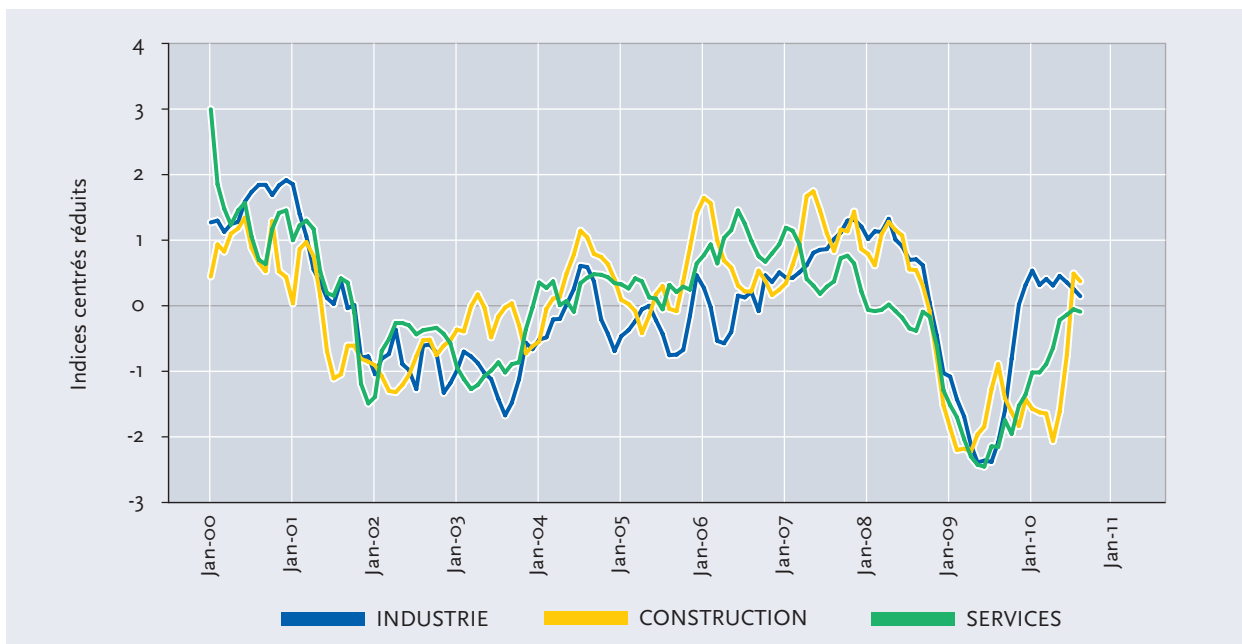
Emploi

Les enquêtes conjoncturelles de la BNB comportent des questions spécifiques quant aux perspectives d'emploi dans les secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises pour les trois mois à venir. Les résultats sont représentés dans le graphique 22.

Le moral des chefs d'entreprise des trois secteurs était au plus bas à la mi-2009. Un net retournement s'est ensuite dessiné dans l'évolution des trois indicateurs dans la deuxième moitié de l'année 2009. En 2010, les résultats sont mi-figue mi-raisin. Les entrepreneurs ont des visions quelque peu différentes des évolutions en emploi en fonction du secteur dans lequel ils se

trouvent. Il est par conséquent difficile de tirer des conclusions générales sur les évolutions futures en matière d'emploi. Dans le secteur de la construction, alors que les perspectives d'emplois étaient jusqu'à présent beaucoup plus sombres que dans les deux autres secteurs, l'indicateur vient d'afficher un net redressement sur les trois derniers mois disponibles, repassant au-dessus de sa moyenne de long terme. Dans l'industrie, alors qu'il a été le premier à se redresser, l'indicateur des prévisions en emploi a chuté depuis la dernière parution du baromètre. Enfin, la situation se stabilise dans les services légèrement en deçà de la moyenne de long terme.

GRAPHIQUE 22 : Prévisions sur l'emploi dans les principaux secteurs en Région de Bruxelles-Capitale, moyennes mobiles



Source : BNB et calculs propres

Chômage

Le graphique 23 compare l'évolution de l'indicateur avancé du marché du travail⁴ décalé de 13 mois avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de la Région. Le retournement de la composante conjoncturelle du nombre de DEI à Bruxelles observé dans la précédente publication du baromètre est toujours présent à partir des dernières données disponibles. La composante conjoncturelle est en effet orientée à la baisse au mois d'août, après plus de

deux ans de croissance ininterrompue. Cependant comme expliqué précédemment, cette embellie conjoncturelle se rattache à une tendance toujours orientée à la hausse (cf. graphique 20).

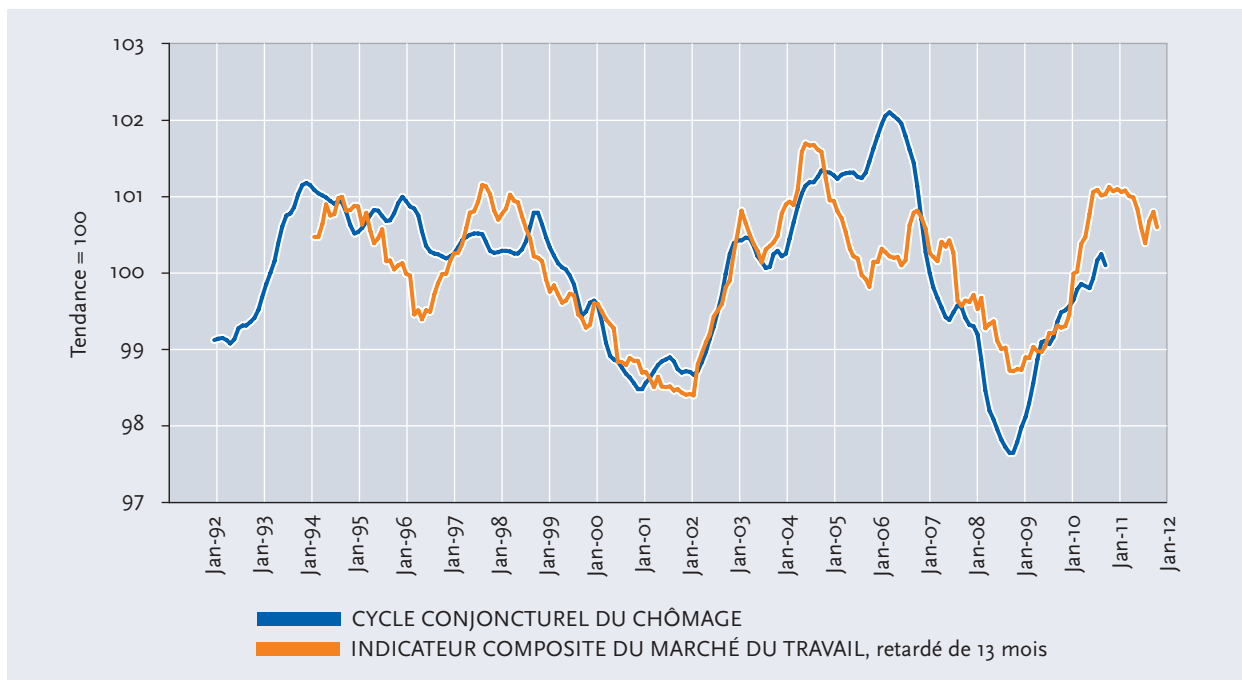
Le nombre de chômeurs devrait encore augmenter cet automne, les jeunes sortants de l'école s'inscrivant massivement sur les listes des demandeurs d'emploi d'Actiris. L'indicateur avancé du marché du travail est

⁴ Voir glossaire.

d'ailleurs en hausse sur cette période. Il reproduit ensuite la baisse conjoncturelle de la composante conjoncturelle du nombre de DEI à partir de la fin de l'année 2010 mais ne poursuit pas le mouvement en 2011. Il y a donc peu de chance que l'amélioration conjoncturelle observée actuellement fasse baisser la tendance actuelle du chômage. Cela confirme par consé-

quent les résultats des projections macro-économiques 2009-2015 du modèle HERMREG présentés dans le chapitre suivant. Ces derniers montrent que la hausse du nombre de chômeurs se poursuit en 2011 même si le rythme est nettement plus modéré qu'en 2010. Le nombre de demandeurs d'emploi ne diminuera qu'à partir de 2012.

GRAPHIQUE 23 : Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale



Source : Actiris, BNB et calculs propres

3. Dossier

Nouvelles Perspectives Régionales 2009-2015

3.1. Introduction

En collaboration avec le Bureau Fédéral du Plan et les deux autres organismes d'études régionaux (l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique - IWEPS et le Studiedienst van de Vlaamse Regering - SVR), l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) œuvre depuis cinq ans à la mise en place du modèle de projection macroéconomique régional nommé HERMREG. Le présent dossier propose un résumé des résultats obtenus lors de la nouvelle projection effectuée en 2010. Le modèle a bénéficié d'améliorations et d'apports notables pour cette projection. En particulier ont été incluses pour la première fois lors de cet exercice des projections détaillées des comptes de revenu des ménages. Le lecteur intéressé trouvera l'ensemble de l'analyse ainsi que les résultats détaillés sur le site de l'IBSA (www.statbru.irisnet.be suivre Publications / Dossiers d'analyse).

Le modèle HERMREG est un modèle macroéconométrique de type «top down» : il s'appuie sur le modèle de projection macroéconomique national HERMES développé par le Bureau Fédéral du Plan. HERMREG répartit les résultats nationaux entre les trois régions belges sur la base d'une modélisation des dynamiques interrégionales observées dans le passé. Le modèle est aligné sur la comptabilité régionale publiée par la Banque Nationale de Belgique. Les dernières données disponibles pour les comptes régionaux couvrent l'année 2008. Aussi, le modèle HERMREG produit actuellement une estimation des comptes pour l'année 2009 ainsi qu'une projection pour les années 2010 à 2015⁵.

Ces projections se basent sur la projection nationale de mai 2010⁶. Sont prises en compte les conditions économiques, les perspectives internationales et l'ensemble des actions politiques fédérales et régionales connues à cette date.

3.2. Évolutions macroéconomiques et sectorielles

Après avoir situé le contexte posé par la projection nationale, les principaux résultats pour la Région de Bruxelles-Capitale sont exposés ci-dessous en

distinguant les projections relatives à la crise actuelle (2009-2011) des projections à moyen terme (2012-2015)⁷.

• Contexte national

La projection nationale se base sur un scénario de sortie de crise graduel, sans effet de rattrapage sur l'activité. L'économie belge enregistrerait ainsi une croissance modeste du PIB en 2010 (1,4 %) et 2011

(1,7 %) (tableau 4). À moyen terme, la croissance économique serait proche de la tendance historique (2,3 % par an en moyenne au cours de la période 2012-2015).

⁵ Pour la partie «Compte de Revenu des Ménages», les données régionales de l'ICN publiées par la BNB couvrent la période 1995-2007. La première année de projection pour ce module est donc 2008.

⁶ «Perspectives Économiques 2010-2015», Collectif, Bureau Fédéral du Plan, 2010.

⁷ Certains commentaires émanent de l'IBSA et n'engagent d'aucune façon les autres partenaires du projet (BFP, IWEPS et SVR). Le texte complet du rapport commun est disponible sur le site de l'IBSA : www.statbru.irisnet.be.

TABLEAU 4 : Principaux résultats de la projection nationale

	2008	moyennes	
		2009-2011	2012-2015
Croissance du PIB en volume	1,0 %	0,0 %	2,3 %
Indice des prix à la consommation	4,5 %	1,1 %	1,7 %
Variation de l'emploi total	1,9 %	-0,3 %	1,1 %
Taux de chômage définition BFP ⁽¹⁾	11,7 %	13,9 %	13,0 %
Productivité par tête, variation	-0,4 %	0,5 %	1,4 %
Coût salarial réel par tête, variation ⁽²⁾	-1,2 %	0,5 %	1,1 %
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations, en % du PIB ⁽¹⁾	-1,2 %	-5,1 %	-5,3 %
Capacité ou besoin de financement des Communautés et Régions, en % du PIB ⁽¹⁾	-0,1 %	-0,4 %	0,0 %
Dette de l'ensemble des administrations publiques, en % du PIB ⁽¹⁾	89,8 %	100,4 %	105,9 %

(1) les valeurs pour les colonnes "2009-2011" et "2012-2015" sont celles pour la dernière année de la période concernée

(2) coût salarial des branches d'activité marchande avant déduction des subventions salariales

Source : HERMES

La chute du commerce mondial à la fin 2008 a touché le plus durement les branches de l'industrie manufacturière, leur valeur ajoutée reculant de 8 % en 2009. Mais certaines branches de services ont également enregistré un important recul, en particulier les branches «commerce et horeca» (-6,5 %) et «transports et communication» (-5,4 %). Dans ce marasme quasi généralisé, seule la branche «santé et action sociale» a enregistré une croissance importante (5 %).

À partir de 2012, pour la valeur ajoutée comme pour l'emploi, les différentes branches d'activité devraient recommencer à afficher des performances plus favorables et plus conformes aux moyennes observées sur longue période. La croissance de l'industrie manufacturière serait toutefois à la traîne par rapport aux services marchands. Par conséquent, la valeur ajoutée en volume de l'industrie manufacturière ne représenterait plus en 2015 que 15,6 % du total de l'économie contre encore 17,1 % en 2008.

• Résultats pour la Région de Bruxelles-Capitale

La spécificité de la Région de Bruxelles-Capitale se manifeste tant par l'amplitude de certaines évolutions, en raison de la petite taille de l'économie

Au vu de l'ampleur du recul de la valeur ajoutée des branches d'activité marchande en 2009 (3,6 %), la baisse de l'emploi apparaît somme toute limitée (0,6 %). Cette bonne résistance de l'emploi ne devrait avoir qu'un caractère temporaire et on s'attend, dans le courant de l'année 2010, à un rattrapage de la productivité horaire (+2,0 %) et de la durée du travail (+0,6 %). L'emploi, bien que soutenu par la hausse de la valeur ajoutée (+1,7 %), devrait ainsi en pâtir, avec un recul projeté de 0,9 %. À partir de 2012, la progression soutenue de la valeur ajoutée dans les branches d'activité marchande (2,5 % par an en moyenne) se traduirait par une hausse de l'emploi de l'ordre de 1,2 % par an au niveau national. Autre conséquence de la récession, le déficit public en 2009 est évalué à 5,9 % du PIB. Il se réduit à 4,7 % du PIB en 2010 puis augmente légèrement en 2011 et 2012 pour se stabiliser à 5,2 % du PIB, malgré une croissance économique supérieure à la croissance potentielle.

bruxelloise, qu'en termes de chronologie, du fait notamment du caractère tertiaire plus marqué de sa structure productive (graphique 24).

TABLEAU 5 : Principaux résultats macroéconomiques : Région de Bruxelles-Capitale

					Moyennes			
	2008	2009	2010	2011	2012-2015	1995-2001	2002-2008	2009-2015
Produit intérieur brut en volume (1)	1,7	-2,5	1,3	1,4	2	2,5	1,9	1,2
Valeur ajoutée brute en volume (1)	2	-2,5	1,4	1,4	2,1	2,5	1,9	1,3
Formation brute de capital fixe en volume (1)(2)	8,9	-1,8	-0,8	0,5	2,7	4,5	3	1,3
Productivité réelle par tête (branches d'activité marchande) (1)	-0,2	-2,7	2,9	1,7	0,9	1,7	1,6	0,8
Coût salarial réel par tête (branches d'activité marchande) (1) (3)	-2,1	0,6	-0,8	0,2	1,2	0,7	-0,2	0,7
Emploi et chômage								
<i>Emploi intérieur</i>								
<i>Emploi intérieur total, en milliers (4)</i>	680,7	678,9	672,4	672,2	704,8	625,6	661,6	684,5
<i>Différence en milliers</i>	13,1	-1,8	-6,4	-0,2	8,1	5,6	3,9	3,4
<i>Variation en pour cent</i>	2	-0,3	-0,9	0	1,2	0,9	0,6	0,5
Taux d'emploi (4)	57,8	57,2	56,2	56,2	57,9	54	56,7	56,9
<i>Chômage</i>								
<i>Chômage, définition bfp, en milliers (4)</i>	102,6	109,3	119	119,8	112,1	86,9	103	115,7
<i>Demandeurs d'emploi, en milliers (4)</i>	92	99,3	109,4	110,1	100,9	74,2	89,8	105,5
<i>Taux de chômage, concept bfp (4)</i>	20,1	21,1	22,6	22,5	20,2	20,5	21,2	21,5
<i>Taux de chômage, hors chômeurs âgés (4)</i>	18,4	19,5	21,2	21,1	18,6	18,1	19	20

(1) Taux de croissance en pour cent.

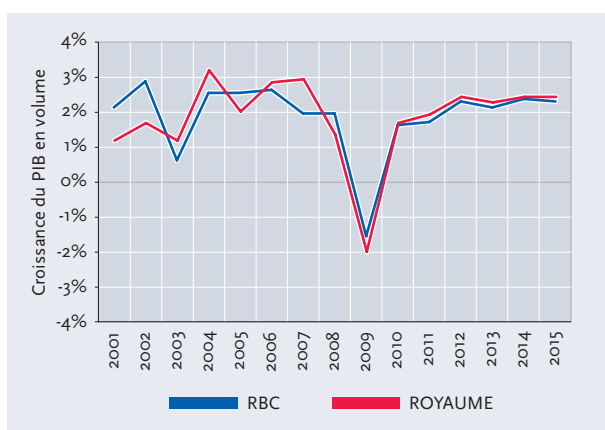
(2) Hors investissement résidentiel.

(3) Coût salarial net de subventions salariales.

(4) La valeur en fin de période, soit 2015, est présentée dans la colonne 2012-2015.

Source : HERMREG

GRAPHIQUE 24 : Croissance du PIB en volume



Source : HERMREG

Les évolutions du secteur financier tendent ainsi en général à influencer notablement la performance écono-

mique de Bruxelles. Or dès 2007 et jusqu'en 2009, la contribution à la croissance de l'activité de la branche «crédit et assurances» s'est révélée négative (0,1 %). Ceci participe à l'explication de l'année 2007 déjà en demi-teinte pour la Région. La bonne tenue de l'activité économique en 2008 par rapport au Royaume n'est qu'apparente, et résulte principalement de l'impact positif lié à la fin de la restructuration du site «Audi Forest» dans la branche des biens d'équipement. Sans celui-ci, la croissance régionale aurait été de l'ordre de 1,0 % en volume⁸.

De l'ordre de 2,5 %, le recul du PIB bruxellois serait en 2009 moins prononcé que pour la Belgique dans son ensemble (-3,0 %), en raison notamment du faible poids relatif de l'industrie à Bruxelles. En 2010 et 2011, le retour progressif de la croissance dans les services marchands favoriserait une reprise graduelle de l'économie bruxelloise. La croissance du PIB de la Région passerait ainsi à 1,3 % en 2010 puis 1,4 % en 2011.

⁸ La restructuration du site Audi à Forest a fortement pesé sur la valeur ajoutée de la branche en 2007. Le retour à la normale en 2008 provoque ainsi un sursaut ponctuel de croissance pour cette branche.

La progression de l'emploi s'ajuste généralement avec retard à l'évolution de l'activité économique. Ce délai devrait cette fois être renforcé par les mesures dites «anticrise», qui permettent aux entreprises de préserver leurs effectifs tout en réduisant le volume de travail. De la sorte, le fort recul de l'activité régionale se traduirait par une baisse de l'emploi limitée en 2009 (-0,3 %), mais qui s'accroîtrait en 2010 (-0,9 %). Sur l'ensemble des deux années, cette évolution correspondrait à une destruction de 8 200 postes de travail. En 2011, le niveau de l'emploi à Bruxelles devrait seulement se stabiliser (tableau 5).

Par la suite, la Région de Bruxelles-Capitale devrait connaître une phase de reprise en lien avec la reprise générale attendue dans le Royaume, portant les taux de croissance du PIB régional à des niveaux proches de ceux observés pendant la période qui précède la crise (2,0 % en moyenne sur 2012-2015 contre 1,9 % entre 2002 et 2008). Ces évolutions tendanciennes trouveraient notamment leur explication dans l'atteinte d'un palier dans la décroissance des branches industrielles et de la branche «commerce et horeca», qui verraient leur activité se stabiliser ou légèrement augmenter. La croissance projetée resterait néanmoins en deçà de celle des années «fastes» 1995-2001, caractérisées par l'expansion très rapide des secteurs financiers et des technologies de l'information.

Le contenu en emploi de cette croissance tendancielle dépend directement des gains de productivité⁹ projetés à moyen terme. Or si la valeur ajoutée dans l'ensemble des branches augmenterait en moyenne de 2,1 % par an sur la période 2012-2015, les gains de productivité projetés dans les branches d'activité marchande s'élèveraient à seulement 0,9 % par an sur cette même période (contre 1,3 % dans le Royaume). À moyen terme, le contenu en emploi de la croissance bruxelloise devrait donc être supérieur aux performances passées, l'emploi augmentant en moyenne de 1,2 % par an, soit une création de 32 600 postes de travail au total entre 2012 et 2015.

Ces éléments illustrent un scénario de mutation dans l'évolution de l'activité économique dans la Capitale. En effet, sur les deux dernières décennies, la croissance de l'activité avait trouvé sa source principale dans les gains

de productivité, la croissance de l'emploi n'étant que modeste comparée à celle de la valeur ajoutée. Cette mutation peut être comprise dans l'optique d'un glissement du moteur de la croissance économique régionale, constitué jusqu'ici d'activité à forte valeur ajoutée dans les branches tertiaires («crédit et assurances», «communications») et dans l'énergie, et qui seraient progressivement relayées à moyen terme par des branches demandant plus de main d'œuvre («santé et action sociale», «commerce et horeca», une partie des «autres services aux entreprises»).

Enfin, pour ce qui est de l'offre de travail et des perspectives de chômage à moyen terme, il faut tenir compte du fait que la croissance de la population et celle de la population d'âge actif ont été relativement fortes (moyennes de, respectivement, 1,2 % et 1,5 % par an sur 2002-2008) et devraient le rester. Les présentes projections régionales d'offre de travail tablent sur un taux moyen de croissance de la population d'âge actif à Bruxelles légèrement inférieur à celui de la population totale, soit respectivement 1,1 % par an contre 1,2 % par an¹⁰, pour la période 2009-2015. Quant à la population active, sa projection à moyen terme suit globalement après 2010, celle de la population d'âge actif, les premières années de projection étant marquées par une croissance plus élevée de la population active. Enregistrant un taux de croissance moyen de 1,0 % sur 2012-2015, la population active augmenterait moins rapidement que la population active occupée (en croissance de 1,8 % entre 2012 et 2015, contre 1,0 % dans le Royaume). Cette dernière bénéficierait d'une expansion rapide de la demande de travail régionale, l'emploi intérieur s'accroissant de 1,2 %, qui ne serait pas compensée par une évolution du même ordre des entrées nettes de navetteurs, de sorte que l'emploi des résidents bruxellois s'accroîtrait plus encore. Le nombre de demandeurs d'emploi serait ainsi diminué d'environ 7 600 personnes. En conséquence, le taux de chômage, qui devrait augmenter notablement en début de période, en raison de la crise et culminer à 22,6 % en 2010, amorcerait une décrue à partir de 2011, pour atteindre 20,2 % à l'horizon de la projection (soit un taux à peine supérieur à celui observé en 2008, 20,1 %). En corollaire, le taux d'emploi retrouverait en fin de projection un niveau proche de celui atteint avant la crise (57,9 % projeté en 2014, contre 57,8 % observé en 2008).

⁹ La productivité est ici la productivité apparente du travail, autrement dit la valeur ajoutée rapportée au volume de travail.

¹⁰ Par souci de cohérence, les projections démographiques utilisées dans HERMREG sont celles des «Perspectives de Population 2007-2060», qui sous-estiment la croissance démographique bruxelloise. Selon les calculs de l'IBSA, la croissance moyenne de la population totale entre 2009 et 2015 devrait être de 1,6 % par an, et de 1,5 % pour la population d'âge actif (cf. «Cahiers de l'IBSA» n°1). Les chiffres d'offre de travail et de demandeurs d'emploi doivent être majorés dans les mêmes proportions pour un résultat en ligne avec ces projections.

• Résultats par Branches d'Activité

Le tableau 6 présente la structure sectorielle de l'économie bruxelloise en termes de valeur ajoutée et d'emploi (intérieur). Vu la courte durée de la période de projection, la structure économique ne devrait connaître aucun changement majeur, les tendances

observées dans le passé étant globalement reconduites. Les commentaires suivants s'attardent donc plus sur la contribution des différentes branches à la croissance de l'activité et de l'emploi.

TABLEAU 6 : Structure de la valeur ajoutée et de l'emploi : Région de Bruxelles-Capitale

(En pour cent du total régional)	Valeur ajoutée brute en volume (1)			Emploi intérieur		
	1980	2008	2015	1980	2008	2015
1. Agriculture	0	0	0	0,2	0,1	0,1
2. Energie	3,3	4,8	4,9	1,6	1	1
3. Industries manufacturières	9,7	5,3	4,6	13,5	4,6	3,4
a. Biens intermédiaires	2,7	1,6	1,3	3,8	1,3	0,9
b. Biens d'équipement	2,8	1,5	1,3	4,1	1,4	1
c. Biens de consommation	4,4	2,2	2	5,6	2	1,6
4. Construction	3,6	2	2	5	2,9	3
5. Services marchands	63,1	71,9	72,9	56,9	65,6	67,1
a. Transports et communication	6,8	10,9	11,5	9,6	7,4	6,8
b. Commerce et horeca	24,5	11,5	10,5	19,1	15,2	14,7
c. Crédit et assurances	9,3	18,8	19,8	9,8	9,4	8,7
d. Santé et action sociale	3,9	4,3	4,9	5	8,6	10
e. Autres services marchands	23,6	26,6	26,5	13,4	24,9	26,8
6. Services non marchands	20,7	15,8	15,5	22,9	25,8	25,5
7. Total	105,6	100	100,2	100	100	100

(1) Les mesures en euros chaînés n'étant pas additives, des écarts entre (sous-) totaux et la somme de leurs composantes peuvent apparaître.
Source : HERMREG

En 2009, le recul de la valeur ajoutée brute en Région bruxelloise aurait atteint 2,5 %. Hormis la branche «santé et action sociale» et les services non marchands, toutes les branches auraient affiché un taux de croissance négatif. Les branches d'activité ayant le plus fortement contribué à la détérioration de l'activité économique en Région bruxelloise seraient le «commerce et l'horeca» (contribution à la croissance de -0,9 %) et les «autres services marchands» (-0,9 %). Ensemble, ces deux branches seraient responsables de près des trois-quarts du recul de l'activité économique. Cette proportion s'explique, d'une part, par la part importante qu'occupent les autres services marchands dans l'économie bruxelloise (environ 26,5 %, voir tableau 6) et par la croissance de 3,2 % qu'ils ont enregistrée, et, d'autre part, par la croissance considérablement négative du «commerce et horeca» en 2009 (-7,3 %). Les branches d'activité de l'industrie manufacturière auraient également connu une croissance parti-

culièrement négative (de 7,7 % à 9,6 %), mais leur poids dans l'économie de la Région de Bruxelles-Capitale reste limité.

La croissance de la valeur ajoutée brute en Région bruxelloise devrait se rétablir en 2010 et atteindre 1,4 %. Cette légère reprise s'appuierait sur les deux plus grandes branches en termes de valeur ajoutée brute, à savoir les «autres services marchands» et le «crédit et assurances», dont la contribution s'élèverait respectivement à 0,4 et 0,3 %. Cette situation perdurerait globalement en 2011.

À moyen terme (2012-2015), la croissance de la valeur ajoutée brute en Région bruxelloise atteindrait 2,1 %. Cette hausse serait principalement soutenue par les branches «autres services marchands» (contribution de 0,6 pp), «crédit et assurances» (0,4 pp¹¹) et «transports et communication» (0,4 pp). Ces branches contribue-

¹¹ Points de pourcentages (pp) – voir glossaire

raient ainsi pour environ 65 % à la croissance de la valeur ajoutée brute. La croissance économique dans l'industrie manufacturière continuerait à se détériorer (0,5 % pendant la période 2012-2015), tandis qu'elle se redresserait considérablement dans les services marchands (2,5 % pendant la période 2012-2015). Enfin, de fortes hausses seraient à noter dans les branches «transports et communication» (4,1 %) et «santé et action sociale» (3,3 %).

La croissance de l'emploi atteindrait 1,2 % à moyen terme (2012-2015) et des emplois seraient principalement créés dans les services marchands (1,7 %). Plus précisément, l'emploi croîtrait fortement dans certaines branches, notamment dans la «santé et aide sociale» (3,1 %) et les «autres services marchands» (2,6 %), mais continuerait à reculer dans l'industrie manufacturière (-2,5 %) au cours de la période 2012-2015.

3.3. Compte de Revenu des Ménages

Pour la première fois en 2010, les perspectives économiques régionales incluent le compte de revenu des ménages.

Ce nouvel apport résulte de l'ajout d'un module au modèle HERMREG assurant la projection de ces nouvelles variables. Comme pour l'ensemble du modèle, les résultats sont cohérents avec la projection du compte des ménages national issu du modèle HERMES.

• Contexte national

Au niveau national, la projection se place globalement dans le cadre d'une poursuite des tendances observées ces quinze dernières années. Ainsi, la croissance du revenu disponible serait similaire à celle observée dans le passé, aux alentours de 3 % par an en moyenne entre 2009 et 2015. Cette stabilité serait la résultante d'une croissance allant en se ralentissant des revenus primaires (2,8 % par an contre 3,2 % entre 2002 et 2008, et 3,3 % entre 1995 et 2001), et à l'opposé d'une accélération de la croissance des prestations sociales en espèces (principalement les prestations de sécurité sociale en espèce, croissant de 4,5 % en moyenne entre 2009 et 2015 contre respectivement 4,4 % et 2,5 % sur les deux périodes de sept ans précédentes).

Ces constats méritent cependant d'être affinés du fait de la forte différenciation, en projection, entre la période 2009-2011 caractérisée par la profonde crise économique et une année de transition, et la période 2012-2015 caractérisée par un retour aux tendances de plus long terme des évolutions des agrégats macro-économiques.

Ainsi, le rythme de croissance des revenus primaires ne serait que de 1,4 % par an sur la période 2009-2011 contre 3,8 % sur la période 2012-2015. Il serait affecté en début de période à la fois par la faible croissance des salaires et du

revenu des indépendants liée à la montée du chômage, et l'impact important de la crise sur les revenus de la propriété (intérêts et dividendes) et sur l'excédent d'exploitation des ménages, en l'occurrence les loyers imputés aux ménages propriétaires de leur domicile.

Le revenu disponible verrait ses fluctuations relativement lissées par les mécanismes de transfert, avec entre 2009 et 2011 une augmentation du rythme de croissance des prestations de sécurité sociale (essentiellement les allocations de chômage qui bondissent de plus de 20 % en 2009) et d'assistance sociale (essentiellement le revenu d'insertion, qui augmente d'environ 13 % en 2009), et une baisse du rythme de croissance des prélèvements (impôts et cotisations). Cette dernière baisse est liée au ralentissement de la croissance des revenus primaires ainsi qu'à l'impact du jobkorting en Flandre en 2009. Ainsi, le revenu disponible augmenterait en moyenne de 2,2 % par an entre 2009 et 2011, puis de 3,7 % par an entre 2012 et 2015. Précisons qu'en 2010, le taux de croissance du revenu disponible serait de l'ordre de 1,0 %, inférieur à l'évolution prévue des prix à la consommation privée (environ 1,8 %). Le revenu disponible réel des particuliers serait ainsi globalement en recul pour cette année, phénomène encore amplifié dans une optique par tête du fait de la croissance démographique.

• Région de Bruxelles-Capitale

TABLEAU 7 : Compte de revenu des ménages- Région de Bruxelles-Capitale

	Structure (en % du revenu disponible)					Taux de croissance (%) Moyennes			
	1994	2001	2008	2011	2015	2012-2015	1995-2001	2002-2008	2009-2015
1. Compte d'affectation des revenus primaires									
<i>Excédent d'exploitation (B.2n) et revenu mixte (B.3n)</i>	18,4	17,6	17,1	16,5	16,8	4,1	1,9	2,4	2,9
<i>Rémunérations des salariés (D.1)</i>	75,8	82,4	87,4	86,4	86,8	3,7	3,8	3,6	3,1
<i>Revenus nets de la propriété (D.4)</i>	21,9	19,6	16,3	15,5	15,6	3,8	1,2	0,3	2,6
2. Solde des revenus primaires (B.5n)	116,1	119,6	120,8	118,4	119,2	3,8	3	2,9	3
3. Compte de distribution secondaire du revenu									
a. Ressources									
<i>Prestations de sécurité sociale en espèces (D.621)</i>	20,1	19,1	20,3	21,4	21,5	3,7	1,8	3,6	4
<i>Prestations d'assurance sociale de régimes privés (D.622)</i>	2,6	3,2	2,9	3	3,4	6,8	5,9	1,2	5,8
<i>Prestations d'assurance sociale directes d'employeurs (D.623)</i>	5,7	5,4	4,7	4,9	4,8	3,2	1,9	0,8	3,3
<i>Prestations d'assistance sociale en espèces (D.624)</i>	1,8	2	3,1	3,2	3,1	2,9	3,9	9,4	3,5
b. Emplois									
<i>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, ... (D.5)</i>	19,8	20,9	20,5	19,8	20,5	4,5	3,4	2,5	3,2
<i>Solde des autres transferts courants (D.7)</i>	2,6	2,6	1,4	1,3	1,1				
<i>Cotisations sociales (D.61)</i>	29,1	31,1	32,6	32,5	32,7	3,8	3,5	3,5	3,2
4. Revenu disponible (B.6n)	100	100	100	100	100	3,6	2,6	2,8	3,2

Source : ICN, HERMREG

Le revenu total disponible des ménages devrait, selon nos projections, augmenter en moyenne légèrement plus rapidement en Région bruxelloise que dans le Royaume (cf. tableau 7). Au total, le revenu disponible des ménages bruxellois voit sa croissance annuelle moyenne s'établir 0,2 point de pourcentage au-dessus de celle projetée pour le Royaume sur l'ensemble de la période 2009-2015. Cette augmentation plus élevée tient plus à une meilleure résistance durant la période de crise qu'à des taux de croissance tendanciels plus élevés. Ainsi en 2010, l'année la moins favorable, le revenu disponible nominal croît encore de 2,0 % dans la Capitale, contre 1,0 % pour l'ensemble du Royaume. En seconde partie de projection (2012-2015), soit en-dehors d'une période de crise, le taux de croissance annuel moyen du revenu disponible serait légèrement plus faible (0,1 pp) que dans le Royaume. La cause première de la meilleure résistance en première partie de projection est à chercher au niveau des revenus primaires.

D'une part, les salaires à Bruxelles souffrent moins de la crise en début de période de projection qu'au niveau du Royaume. Ceci découle particulièrement de la moindre sensibilité conjoncturelle du phénomène du chômage à Bruxelles. Ainsi en 2009, année du plus grand accroissement des allocations de chômage au niveau national, avec une augmentation de 20 % environ, on ne constaterait qu'une augmentation de 10 % environ à Bruxelles. La meilleure tenue des salaires des résidents bruxellois pour la période 2009-2011 amplifie cet effet.

De même, le revenu des indépendants et les loyers réels ou imputés perçus par les ménages montrent une meilleure résistance à Bruxelles (-2,5 % en 2009, année la moins favorable, contre 3,5 % dans le Royaume), tout comme les revenus de la propriété. Derrière ces meilleurs taux de croissance se cache en fait une croissance des nombres (nombre d'indépendants, et population totale de la Région) plus que des montants moyens.

En termes de distribution secondaire du revenu, l'effet de la crise est moins présent qu'au niveau du Royaume, surtout du fait des trajectoires différentes des nombres de chômeurs (augmentation régulière à Bruxelles, important choc conjoncturel en 2009-2010 pour l'ensemble de la Belgique). De ce fait, la croissance des prestations sociales est moins importante en Région bruxelloise sur la période 2009-2011.

En seconde partie de projection, la croissance légèrement moins rapide à Bruxelles ne vient pas directement du solde des revenus primaires, qui suit une trajectoire parallèle à celle projetée au niveau national.

La différence se fait donc au niveau du compte de distribution secondaire, dont le solde évolue un peu plus favorablement au niveau national qu'au niveau bruxellois. Les ressources comme les emplois croissent moins vite en Région bruxelloise. La progression moins rapide des emplois s'explique principalement par la croissance plus lente des salaires, lesquels sont le principal déterminant des impôts et cotisations sociales. La progression moins rapide des ressources trouve, pour sa part, surtout son origine dans la croissance plus lente des pensions et prépensions, reflet d'une dynamique démographique différenciée. Ce deuxième effet domine donc légèrement pour expliquer la différence de solde.

• Revenus par tête

La partie précédente est une analyse des revenus totaux, offrant une vision macroéconomique agrégée de l'ensemble des ménages d'une région. Or il serait tout aussi intéressant d'offrir une vision plus individualisée du revenu des ménages, le revenu par tête. Pour se faire, ce chapitre se propose de reprendre les deux grands soldes du compte de revenus des ménages, et d'observer leurs évolutions rapportées à la population.

Les graphiques 25 et 26 replacent ces évolutions en indice dans leur contexte historique, en tirant partie des résultats de nos rétroprojections entre 1985 et 1995. Ces éléments relativisent les constats faits précédemment. En particulier, la dynamique légèrement supérieure des revenus primaires en Région bruxelloise est plus que contrebalancée par une croissance démographique plus rapide, de sorte que les montants par tête croissent moins vite au final dans la Capitale.

En termes de revenu disponible, les valeurs relatives en Flandre et Wallonie tendraient à se stabiliser, la valeur en indice pour la Flandre croissant de plus en plus lentement alors que celle pour la Wallonie remonterait légèrement poursuivant le mouvement progressif amorcé

Ces évolutions ont un impact sur la structure du compte des ménages bruxellois différent de l'impact observé au niveau national.

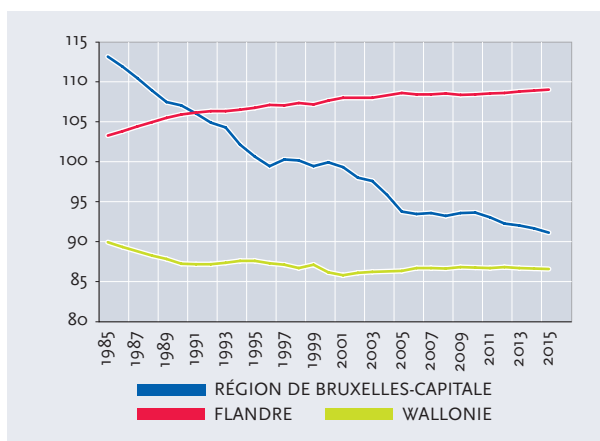
Premièrement, la part des salaires dans le revenu disponible diminue encore à Bruxelles. Cette part était déjà relativement faible comparativement au Royaume en 2008 (87,4 % contre 92,6 %). Corrélativement, les prélèvements (impôts et cotisations) voient leur poids stagner à Bruxelles dans la formation du revenu disponible alors que ce poids augmente au niveau du Royaume.

Deuxièmement, la part des autres composantes du revenu primaire diminue moins à Bruxelles qu'en moyenne dans le Royaume. Tant les revenus de la propriété que l'excédent d'exploitation et le revenu mixte pèseraient, en fin de projection, plus dans le revenu disponible qu'au niveau national alors que la situation inverse prévaut en début de projection.

Enfin le poids des prestations sociales, déjà inférieur à Bruxelles en début de projection, l'est avec un écart plus grand en fin de période. Ceci se matérialise principalement dans les prestations de sécurité sociales et d'assurance sociale directes d'employeur. Ces deux postes sont dominés par les pensions dont le poids est notablement plus faible à Bruxelles que dans le Royaume. A l'inverse, les prestations d'assistance sociale en espèce maintiendraient leur poids relativement élevé en projection.

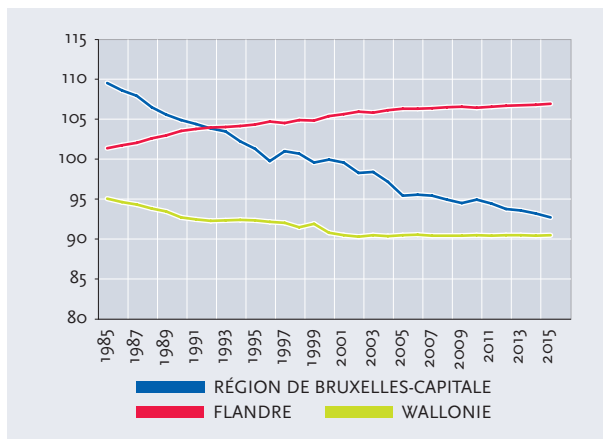
dans les années 2000. La Région de Bruxelles-Capitale verrait par contre la décroissance de cet indice se poursuivre, pour aboutir à des niveaux plus proches de ceux de la Wallonie.

GRAPHIQUE 25 : Solde des revenus primaires par tête, indice Royaume = 100



Source : HERMREG

GRAPHIQUE 26 : Revenu disponible par tête, indice
Royaume = 100



Source : HERMREG

3.4. Émissions de Gaz à Effet de Serre (GES)

En 2008, les émissions de GES de la Région de Bruxelles-Capitale ont atteint environ 4 millions de tonnes d'équivalent CO₂ et représentaient 3 % du total des émissions nationales. Elles proviennent en grande partie du chauffage des bâtiments (secteur résidentiel et secteur tertiaire).

Durant la période de projection, les émissions totales de GES seraient en légère progression (+0,4 % en moyenne par an). En 2015, le niveau de l'ensemble des émissions de la Région devrait atteindre 4,3 millions de tonnes d'équivalent CO₂, contre 4 millions durant l'année de référence. Sur ce total, 2,7 millions de tonnes d'équivalent CO₂ seraient imputables au chauffage des bâtiments (contre 2,6 millions de tonnes lors de l'année de référence) et 0,9 million de tonnes au transport (comme durant l'année de base). Les émissions issues du chauffage des bâtiments seraient en progression moyenne de 0,6 % par an sur la période 2009-2015, alors que les émissions dues au transport seraient en légère baisse (-0,4 % en moyenne par an).

L'objectif assigné à la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du Protocole de Kyoto consiste en une augmentation maximale de ses émissions de 3,475 % au cours de la période 2008-2012 par rapport à l'année de référence. Les émissions bruxelloises de GES se sont élevées à 4,0 millions de tonnes au cours de l'année de référence. La quantité d'émissions maximale autorisée s'élève donc à 4,2 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an en moyenne au cours de la période 2008-2012. Selon les présentes perspectives, les émissions de la Région de Bruxelles-Capitale devraient également atteindre 4,2 millions de tonnes d'équivalent CO₂ en moyenne par an au cours de la période 2008-2012 et ne dépasseraient donc pas l'objectif fixé. Notons simplement que cet objectif est respecté «en moyenne» mais que la tendance est clairement croissante. On peut donc parler d'un respect de la lettre, mais pas nécessairement de l'esprit du protocole de Kyoto, dans lequel le recours à la moyenne était destiné à lisser des fluctuations conjoncturelles plus qu'à masquer une tendance défavorable.

Glossaire

• Demandeur d'emploi inoccupé (DEI)

Personnes sans emploi rémunéré inscrites comme demandeurs d'emploi auprès d'un service public d'emploi (définition Actiris).

• Encours de crédit

Montant total des crédits octroyés par les établissements bancaires belges aux entreprises non-financières jusqu'à ce jour, et dont le terme n'est pas encore échu.

• Enquête de conjoncture de la BNB

La BNB mène mensuellement des enquêtes qualitatives de conjoncture auprès d'un échantillon de chefs d'entreprise dans le but de se faire une idée de leur appréciation de la situation économique actuelle et à venir. On y retrouve des questions aussi variées que leur appréciation quant aux stocks et carnets de commande, à l'évolution de ces derniers ou encore à leurs prévisions d'emploi et de demande. Le calcul de chacune des séries se base essentiellement sur la somme des soldes des réponses (différence entre le pourcentage des participants ayant déclaré une augmentation et ceux signalant une diminution). Depuis le premier janvier 2007, la taille de l'échantillon relatif à la Région de Bruxelles-Capitale a été augmentée afin de mieux rendre compte des réalités de la Capitale.

• Euros chaînés

«Moyen de mesurer l'évolution en volume après avoir éliminé les effets liés aux variations de prix pour le calcul de divers agrégats économiques (tels que le PIB, les investissements ou la consommation des ménages...)» (Source : Glossaire BNB).

• Glissement annuel

Une évolution en glissement annuel compare la valeur d'une grandeur à deux dates, séparées d'un an. Ainsi, à partir de données trimestrielles, le glissement annuel d'une variable X à un trimestre T donné est calculé à partir de la formule suivante :

$$\text{Taux d'évolution} = \frac{X_T - X_{T-4}}{X_{T-4}}$$

• Glissement trimestriel

Une évolution en glissement trimestriel compare la valeur d'une grandeur à un trimestre d'intervalle. Ainsi, le glissement trimestriel d'une variable X à un trimestre T donné est calculé à partir de la formule suivante :

$$\text{Taux d'évolution} = \frac{X_T - X_{T-1}}{X_{T-1}}$$

• Indicateur avancé du marché du travail

L'indicateur avancé du marché du travail anticipe les variations à court terme de l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail au sein de la Région de Bruxelles-Capitale, approchée par la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi bruxellois. Il est estimé à partir

- de la courbe synthétique de l'activité économique à Bruxelles, calculée par la Banque Nationale de Belgique (BNB) ;
- des prévisions d'emploi des entrepreneurs dans le secteur de la construction - travaux de génie civil et travaux routiers en Belgique ;
- de la différence entre le nombre d'offres d'emploi reçues et le nombre d'offres d'emploi satisfaites au sein du marché du travail bruxellois, qui indique le degré d'adaptation ou de tension existant sur le marché du travail.
- d'une variable indicatrice intégrant les changements de politiques en matière de chômage survenus entre la mi-2006 et la mi-2007 ;

Son caractère prévisionnel optimal est de 13 mois.

• Point de pourcentage

Le point de pourcentage est l'unité de la différence absolue entre deux chiffres exprimés en pourcents. Ainsi, entre un taux de chômage de 12,3 % une année et de 15,6 % une autre, la différence est de 3,4 points de pourcentage.

Références

-
- Banque Nationale de Belgique (septembre 2010), «Indicateurs économiques pour la Belgique», Banque Nationale de Belgique.

 - BNP Paribas, Direction des Études Économiques (août et septembre 2010), «Ecoweek», Ecoweeks 10-32, 10-33, 10-34, 10-35 BNP Paribas.

 - Bureau Fédéral du Plan (février 2010), «Budget Économique – Prévisions économiques 2010-2011», Bureau Fédéral du Plan.

 - Bureau Fédéral du Plan (mai 2010), «Perspectives Économiques 2010-2015», Bureau Fédéral du Plan.

 - Bureau Fédéral du Plan (juillet 2010), «Perspectives économiques 2009-2015», Bureau Fédéral du Plan.

 - Dehaibe X. et Laine B. (2010), «Projections démographiques bruxelloises 2010-2020», Cahiers de l'IBSA n°1, Éditions IRIS.

 - DEXIA Banque (août 2010), «Perspectives économiques», DEXIA Banque.

 - European Central Bank (August 2010), «Monthly Bulletin August», European Central Bank.

 - Federgon (2010), «Premier trimestre 2010 : Le rétablissement continue», Note trimestrielle intérim, Federgon.

 - Fonds Monétaire International (juillet 2009), «Perspectives de l'économie mondiale : Mise à jour des principales projections», Études Économiques et Financières, FMI.

 - ING Bank, Economics Department (août 2009), «Monthly Economic Update», ING Bank.

 - Institut de Recherches Économiques et Sociales de l'Université Catholique de Louvain (IRES) (Juillet 2009), «Perspectives économiques 2010-2011», Regards Économiques N°81, IRES.

 - Manceaux J. et Ledent P. (septembre 2010), «Le patrimoine des belges : un atout pour toute l'économie», Focus on the Belgian Economy 05/2010, ING Bank.
-

Liste des tableaux

TABLEAU 1 :	Évolution du cours de change du dollar US par rapport à l'euro	8
TABLEAU 2 :	Évolution de l'indice des prix à la consommation en Belgique et au sein de la zone euro	8
TABLEAU 3 :	Chiffres-clés pour la Belgique	9
TABLEAU 4 :	Principaux résultats de la projection nationale	21
TABLEAU 5 :	Principaux résultats macroéconomiques : Région de Bruxelles-Capitale	22
TABLEAU 6 :	Structure de la valeur ajoutée et de l'emploi : Région de Bruxelles-Capitale	24
TABLEAU 7 :	Compte de revenu des ménages- Région de Bruxelles-Capitale	26

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1 :	Évolution de la production industrielle et du commerce dans le monde, 2003-2010	5
GRAPHIQUE 2 :	Évolution trimestrielle du PIB en euros chaînés	6
GRAPHIQUE 3 :	Évolutions trimestrielles des composantes du PIB, optique dépenses, Belgique, 2006-2010	9
GRAPHIQUE 4 :	Enquêtes sur la conjoncture auprès des entreprises et des consommateurs, Belgique, 2000-2010 (solde de réponses, centré réduit)	10
GRAPHIQUE 5 :	Évolution conjoncturelle de l'indice national de production, industrie (2000=100)	12
GRAPHIQUE 6 :	Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, Industrie, RBC (millions d'euros)	12
GRAPHIQUE 7 :	Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, commerce de gros, RBC (millions d'euros)	12
GRAPHIQUE 8 :	Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, commerce de détail, RBC (millions d'euros)	12
GRAPHIQUE 9 :	Perspectives de demande à trois mois dans le commerce, résultats d'enquêtes (solde de réponses, centré réduit)	13
GRAPHIQUE 10 :	Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, construction, RBC (millions d'euros)	13
GRAPHIQUE 11 :	Évaluation des carnets d'ordre dans la construction, résultats d'enquêtes (solde de réponses, centré réduit)	13
GRAPHIQUE 12 :	Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, transports et communications, RBC (millions d'euros)	14
GRAPHIQUE 13 :	Évolution conjoncturelle du chiffre d'affaires, immobilier, location et services aux entreprises, RBC (millions d'euros)	14
GRAPHIQUE 14 :	Perspectives d'activité dans les services, résultats d'enquêtes (solde de réponses, centré réduit)	14
GRAPHIQUE 15 :	Taux d'intérêts de référence pour la marge d'intermédiation bancaire	15
GRAPHIQUE 16 :	Encours et flux effectifs de crédits, Belgique (millions d'euros)	15
GRAPHIQUE 17 :	Évolution annuelle du nombre net de constitutions d'entreprises (pourcent)	15
GRAPHIQUE 18 :	Évolution régionale du nombre de salariés, 2005-2010	16
GRAPHIQUE 19 :	Évolution trimestrielle du nombre d'heures prestées dans l'intérim	16
GRAPHIQUE 20 :	Évolution du nombre de DEI à Bruxelles, 2000 - 2010	17
GRAPHIQUE 21 :	Évolution de la proportion des DEI par classe d'âge et niveau de formation, indice mai 2008 = 100	17
GRAPHIQUE 22 :	Prévisions sur l'emploi dans les principaux secteurs en Région de Bruxelles-Capitale, moyennes mobiles	18
GRAPHIQUE 23 :	Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de DEI en Région de Bruxelles-Capitale	19
GRAPHIQUE 24 :	Croissance du PIB en volume	22
GRAPHIQUE 25 :	Solde des revenus primaires par tête, indice Royaume = 100	27
GRAPHIQUE 26 :	Revenu disponible par tête, indice Royaume = 100	28

© 2010 Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés
E.R.: F. Résimont, Secrétaire général
Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,
Boulevard du Jardin Botanique, 20 – 1035 Bruxelles

Éditions IRIS – D/2010/6374/206



9 789078 580010

ISBN 9078580011